

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
---------------------------	----------

PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE SUR

LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE	2
---	----------

Définition.....	3
-----------------	---

I- Les approches théoriques	3
-----------------------------------	---

1-1 Approche par les ressources	3
---------------------------------------	---

a- Revenu.....	4
----------------	---

Figure 1 : Répartition de la population ayant moins d'un dollar par jour.....	5
---	---

Figure 2 Variation du nombre des personnes ayant moins d'un dollar par jour.....	6
--	---

a-1- Pauvreté selon les revenus : cas de Madagascar	6
---	---

b- Culture.....	7
-----------------	---

b-1 - La vision	7
-----------------------	---

b-2- Accès à l'éducation	8
--------------------------------	---

b-3- L'accès à la santé	8
-------------------------------	---

b-4- Conséquence	8
------------------------	---

c- Relation	9
-------------------	---

c-1- Pauvreté mesurée par les ressources relationnelle : cas de Madagascar.....	9
---	---

1-2- Phase d'identification	10
-----------------------------------	----

a- Les procédures à suivre.....	10
---------------------------------	----

a-1- Les enfants victimes de la pauvreté	10
--	----

Figure 3 : Taux de mortalités infantile.....	11
--	----

a-2- Pauvreté et genre	12
------------------------------	----

Tableau 1 : Niveau relatif des salaires des femmes dans 114 PED.....	12
--	----

a-3- Pauvreté monétaire	13
-------------------------------	----

Tableau 2 : Pauvreté monétaire par Région.....	14
--	----

PARTIE II : APPROCHE EMPIRIQUE SUR LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION

SOCIALE.....	15
---------------------	-----------

II-1-Les méthodologies classiques de cette approche.....	16
--	----

II-2- Causes de l'exclusion sociale : cas de Madagascar.....	17
--	----

a- Les exclus.....	17
--------------------	----

II-3- Politique de réinsertion des exclus :	17
---	----

a- au niveau professionnelle (emploi) cas de Madagascar	17
b- au niveau sociale assurée par :	19
b-1- l'Etat	19
b-1-1- Bonne gouvernance.....	20
b-1 -2- la dé marginalisation	21
b-1-3- la sécurité	21
b-2- Les autres entrepreneurs	23
b-2-1 Les objectifs.....	23
b-2-2- Les objectifs aux actes	24
b-2-3- Les objectifs internationaux.....	25
PARTIE III : LES RESULTATS ET PERSPECTIVES :	45
III-1 - Les résultats	46
III-2- les perspectives	50
CONCLUSION.....	51

INTRODUCTION

La population mondiale se chiffre de 6,2 milliards d'êtres humains en 2000. Si le taux d'accroissement a ralenti, il y aura néanmoins selon des évaluations plausibles 7,8 à 12,5 milliards en l'an 2050. Face à cette croissance démographique, on assiste au phénomène de la pauvreté, au chômage et au problème d'urbanisation, confrontés à une instabilité croissante et à des conflits de plus en plus nombreux, la planète doit se souvenir qu'elle dispose d'un immense potentiel de progrès humain. La pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités sont des fléaux qui touchent aussi bien les pays industrialisés que les pays en voie de développement (PVD) (comme l'Asie du Sud, l'Afrique Subsaharienne, Madagascar et autre). Mais le caractère multidimensionnel de la pauvreté est aujourd'hui unanimement reconnu. Dans les pays en développement (PED), la pauvreté et l'exclusion sociale ne sont appréhendées le plus souvent que par deux approches y compris l'approche monétaire. Comparant le niveau de revenu de consommation à un seuil donné et la politique de réinsertion des exclus. Quelles sont les stratégies élaborées pour remédier à ces phénomènes ?

De ce fait, plusieurs mesures et objectifs de la Banque Mondiale, des organisations internationales et de l'Etat ainsi que certaines expériences ont été menés pour mieux appréhender ces phénomènes, analyser ses répercussions et identifier les stratégies appropriées pour lutter contre ces fléaux. Cependant, les innovatrices et les innovateurs peuvent chaque jour que la force la plus puissante pour changer le monde est une idée nouvelle entre les mains des entrepreneurs sociaux. Car le travail des « entrepreneurs sociaux » consiste à cerner avec justesse l'impasse dans la quelle est acculé une partie de la société et à trouver une nouvelles manière de l'en tirer. L'objectif de cette étude est divisé en trois parties. Il s'agit d'une part de mieux cerner ces phénomènes sur l'approche théorique de la pauvreté et l'exclusion sociale, d'autre part, l'approche empirique sur la pauvreté et l'exclusion sociale : dans ce cadre, l'Etat a réformé ses systèmes économiques et politiques, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Institut International d'Etudes Sociale de l'Organisation Internationale du Travail ainsi que les associations et les ONG ont entamé un programme de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale afin de contribuer au sommet mondial sur le développement social dans le but de la politique de réinsertion des exclus. Et enfin, il convient de garder l'esprit sur les résultats et sur les perspectives.

PARTIE I :
APPROCHE THEORIQUE SUR LA
PAUVRETE ET L'EXCLUSION
SOCIALE

DEFINITIONS :

> Entrepreneurs sociaux :

Selon une définition couramment admise et prise dans le cour, les Entrepreneurs sociaux ce sont des individus qui portent des solutions innovantes à des problèmes pressants de la société. Les entrepreneurs ont la capacité d'apporter des solutions concrètes, ils peuvent aussi les développer et les concilier à des approches économiques avec des objectifs sociaux.

> Enjeux sociaux

C'est faire disparaître les grandes difficultés sociales en échange du développement dans le temps et en volume, même si le développement en volume peut être une difficulté.

I - APPROCHES THEORIQUES

Dans ce contexte, le concept de la pauvreté et l'exclusion sociale constituent un cadre analytique adéquat pour mettre en lumière les inégalités selon le genre. En effet, cet approche en terme de pauvreté et d'exclusion sociale se relève fructueuse à mains égards. La notion « pauvreté et exclusion » appréhende à la fois les préventions en terme de droits sociaux et matériels, et prend en compte plusieurs dimensions des inégalités économiques, sociales, politiques, culturelles qui ne sont pas nécessairement associées. En outre, l'exclusion sociale a l'avantage de pouvoir décrire non seulement un état, mais également un processus. De ce fait le concept d'exclusion est en mesure de saisir les situations de pauvreté, ainsi que les mécanismes qui leur sont inhérents. Par ailleurs il est possible d'identifier à des niveaux très variés - nations, régions, institution, groupes sociaux, individus, etc

La pauvreté a de tous temps été la compagne de l'homme et voilà environ 30 ans que maintes stratégies ont pour objectif de déclarer s'y attaquer pour améliorer le sort des pays en développement. La pauvreté qui est un état d'insuffisance manifesté par de revenus et non satisfaisant d'un certains nombres de besoins élémentaires. Cette notion est relative : la pauvreté est probablement moins dure à vivre dans les pays Européens que dans les pays d'Amérique latine ou d'Afrique, où les systèmes de protections sociales sont inexistantes. L'étude de cette approche permet des investigations plus fines, alliant les aspects sociologiques et économiques, en particulier sur l'étude des ressources de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

I - 1 - Approche par les ressources

Les pauvres ne prouvent pas des libertés essentielles d'action et de choix que l'on tient généralement comme acquises. Beaucoup d'entre eux ne peuvent pas se nourrir, se loger,

s'éduquer ni ne se soigner convenablement et par conséquent aucune possibilité d'épanouissement personnel.

Ils sont aussi extrêmement exposés aux maladies, aux bouleversements économiques et aux catastrophes naturelles. Enfin, ils sont souvent maltraités par les institutions de l'Etat et de la société et n'ont aucune influence sur les grandes décisions qui modèlent leur existence.

Il peut sembler à ceux qui vivent dans la misère qu'ils ne connaîtront jamais autre chose. La pauvreté résulte de phénomènes économiques, politiques et sociaux qui interagissent et, souvent, se renforcent les uns les autres, aggravant aussi le dénuement dans lequel vivent les pauvres. Le manque d'actifs, des marchés inaccessibles et des possibilités d'emplois rares condamnent les gens à la pauvreté matérielle. C'est pourquoi la création des opportunités pour les pauvres est l'élément essentiel de la lutte contre la pauvreté. Pour atteindre ces opportunités, il faut stimuler la croissance économique, rendre le fonctionnement de marchés plus favorables aux pauvres et aider ceux - ci à accumuler des actifs.

Mais ce n'est pas tout dans un monde où la répartition du pouvoir politique est inégale et souvent claquée sur celle du pouvoir économique, le mode de fonctionnement des institutions publiques peut être particulièrement désavantageux pour les pauvres. Aussi est - il fréquent, par exemple, que ces derniers ne profitent pas des investissements publics dans l'éducation et la santé.

De plus, ils sont souvent victimes de la corruption et de l'arbitraire de l'Etat. Les normes et valeurs sociales et les mœurs qui font que, au sein de la famille, de la communauté ou sur le marché, les femmes, certaines groupes ethniques ou raciaux, ou les personnes socialement défavorisées sont exclus influent puissamment sur le résultat des activités de lutte contre la pauvreté.

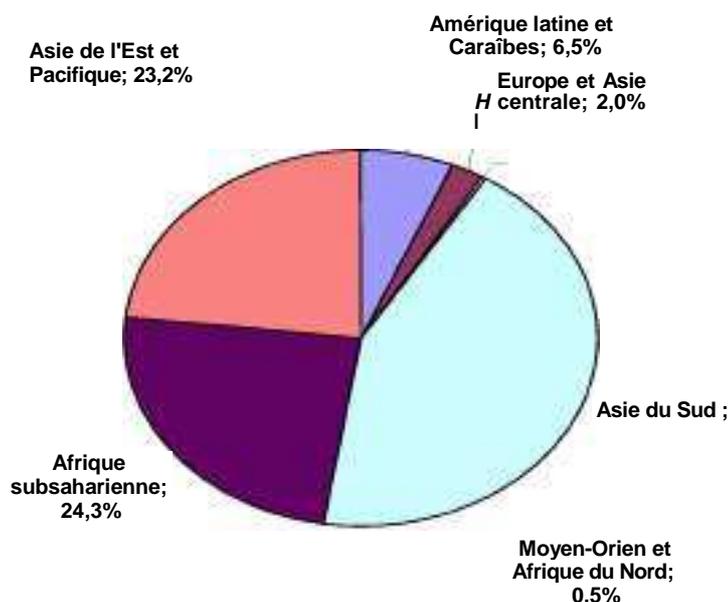
La vulnérabilité des pauvres face aux événements extérieurs qui échappent en grande partie à leur contrôle, tel que la maladie, la violence, les chocs économiques, les mauvais temps, les catastrophes naturelles, contribue à leur mal - être, aggravé dans leur situation matérielle et tourne les rapports de force à leur désavantage. C'est pourquoi il faut renforcer la sécurité matérielle en réduisant les risques et les catastrophes naturelles, qui sont aussi les ingrédients clé de la lutte contre la pauvreté, tout comme réduire la vulnérabilité des pauvres et mettre en place des mécanismes visant à les aider à faire face aux chocs défavorables.

a) Revenus

La pauvreté extrême voisine dans le monde 2000 et avec l'abondance sur six Millions d'habitants de la planète, 2,8 milliards, soit presque la moitié, ont moins de deux dollars (2\$) par jour pour vivre, et 1,2milliards (un cinquième), dont 44% habitent en Asie du

Sud, moins d'un dollar par jour (Figure1). Dans les pays riches, moins d'un enfant sur 100 meurent avant l'âge de cinq ans (qui est marqué par la mortalité infante - juvénile). Par contre, dans les pays le plus pauvres, jusqu'à un enfant sur cinq risque de ne pas atteindre son cinquième anniversaire. Tandis que, dans les pays riches, moins de 5% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, ce problème peut toucher jusqu'à 60% d'entre eux dans les pays pauvres.

Figure 1 : Répartition de la population ayant moins d'un dollar par jour en 1998 (1,2 milliard)



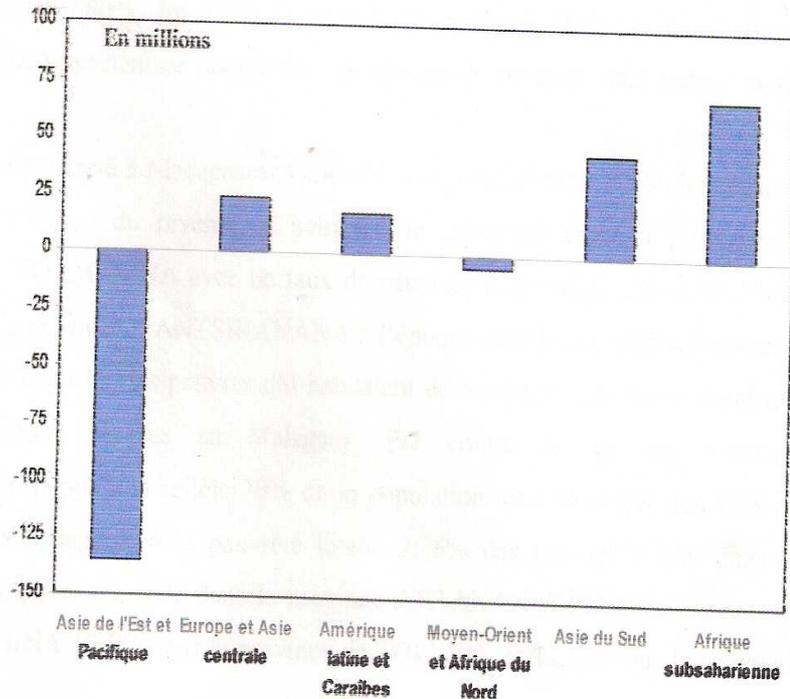
Source : Banque Mondiale 2000

Ce document montre quand bien même les conditions de vie qui se sont améliorées davantage durant le siècle écoulé que pendant tout le reste d'histoire de l'humanité. La richesse mondiale, les liaisons internationales et les capacités techniques n'avaient jamais connus un tel développement. Pour autant, on ne peut qu'être frappé par l'inégalité de la répartition de ces bienfaits.

Le revenu moyen de 20 pays le plus riches est 37 fois plus élevé que celui de 20 pays les plus pauvres (cet écart a doublé au cours des 40 dernières années). La situation des diverses régions du monde a évolué de façon forte différente (Figure 2) En Asie de l'Est, le nombre de gens qui subsistent avec moins d'un dollar par jour est tombé d'environ 420 millions à quelques 280 millions entre 1987 et 1998, cela en dépit des ravages de la crise financière. En Afrique subsaharienne, en Amérique latine, en Asie du Sud, le nombre des personnes défavorisées augmentaient. Quant aux pays d'Europe et d'Asie centrale en

transition, ils ont vu se multiplier par plus de 20 le nombre de pauvres vivants avec moins d'un dollar par jour.

Figure 2 : Variation du nombre des personnes ayant moins d'un dollar par jour 1998-1999



Source : Banque Mondiale 2000

Les pauvres, qui ont tellement été laissés à l'écart de l'action en faveur du développement mené par le passé, peuvent créer une part substantielle de ces actifs. La pauvreté des pays et celle des populations ne peuvent facilement être dissociées. Dans des nombreux cas, il ne peut guère y avoir de croissance nationale sans développement économique rigoureux parmi les pauvres eux-mêmes et c'est non en qualité d'objets, mais le sujet de développement témoigne aussi bien de l'émergence d'intérêts sociaux et économiques que du développement ou de l'évolution de la théorie économique, on a souvent lié le développement à une production à grande échelle et à des influences massives de capitaux. Ces nouveaux modèles sociaux et économiques ont aussi fréquemment définis par

le développement à leur propre image c'est-à-dire en le faisant reposer sur la production de masse et sur l'injection de capitaux importants. Compte tenu de ce qu'une grande partie de l'aide internationale provient du pays où une production de ce type de développement domine effectivement le processus de croissance.

al-La pauvreté selon le revenu : cas de Madagascar

La pauvreté est plus massive en milieu rural à Madagascar que dans les centres urbains comme les districts. Selon les premiers résultats d'enquêtes menées par le projet MADIO en 1991, la pauvreté touche 80%. En 1993 la population rurale à Madagascar est frappé également à un nombre important de population vivant dans de petite ou dans grande centre urbain.

L'étendu de la pauvreté à Madagascar varie d'une région à l'autre. Selon les mesures de la pauvreté par l'indice du revenu, la pauvreté se concentre dans la province de FIANARANTSOA à TOAMASINA avec un taux de pauvreté respectif 83,2% et 82,3% en 2001. Pour le cas de la province d'ANTSIRANANA à l'époque dont la population représente 8% de la population Malgache, les pauvres qui habitaient de cette province ne reflètent que 7,5% de la population pauvres en Malagasy. Par contre en ce qui concerne ANTANANARIVO, la population reflète 29% de la population total alors que son taux de pauvreté est 69,2%. Par rapport à la pauvreté totale, 25,6% des pauvres vivent dans la province de FIANARANTSOA, 20% dans la province ANTANANARIVO, 19,7% dans la province de TOAMASINA 15,5% dans la province de TOLIARY et 11,5% dans la province de MAHAJANGA.

b) Culture : (formation et éducation)

La plus part de pauvre rural n'ont pas accès à l'éducation expliqué par l'insuffisance des infrastructures éducatifs.

Dans ce cas des inventaires et statistiques administratives devaient donner des informations détaillées sur l'accès aux équipements et aux services publics et leurs fréquentations mais la situation des systèmes d'informations rend cette possibilité souvent théorique et apporté finalement peut d'éclairage sur la pauvreté en terme de capital humain.

b-1-La vision

Comment transposer dans le concret la vision d'une « société pour tous », tel est le défi que doit relever le sommet social. Dès cette phase initiale on a identifié dans certains rapports, certains critères, que voici : « Environnement habilitant » ;

- Satisfaction des besoins humains fondamentaux ;
- Alphabétisation et enseignement primaire pour tous ;
- Croissance économique assortie de justice sociale ;

- Respect et protection de la diversité ;
- Egalité des chances pour tous ;
- Information exacte et communiquée en temps utile, pour que tous les nationaux d'un pays puissent pleinement participer à la vie des sociétés auxquelles ils appartiennent ;

Un effort important est toute fois fait dans le domaine éducatif qui met en évidence les problèmes d'accès et d'équité afin de cibler les interventions les plus efficaces. Ainsi ; la coopérative français a établi, en collaboration avec la Banque mondial, le RESEN (Rapport d'Etat du système Educatif National). Il s'agit d'un processus standardisé de diagnostic et de préparation des décisions de politique éducative. Dans les nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le RESEN a été intégré dans le processus national de prise de décision politique et a entraîné, en retour, une amélioration sensible du système d'information sur l'éducation, contribuant ainsi à la diffusion de l'éducation et à la réduction des inégalités en matière d'accès à l'éducation.

b-2-L'accès à l'éducation :

En mobilisant une longue période, quand ils existent les inventaires des équipements publics, les registres des établissements d'enseignement, on peut suivre la diffusion de l'éducation, mettre en évidence les liens éventuels entre le niveau d'étude et l'origine géographique, ethnique et culturelle des individus, et en déduire les actions à mener pour assurer une plus grande égalité des chances. Un tel travail a été mené au Pérou.

b-3-L'accès à la santé

Comme l'éducation, la santé est un déterminant important dans ce point et surtout dans une situation de pauvreté et d'exclusion. L'INED a mis en place un programme comparatif SIRS (Santé ; Inégalité et Rupture Sociales). Ces travaux devraient permettre de relier des inégalités socio - économiques et culturelles aux problèmes de santé et leurs conséquences en terme de pauvreté et d'exclusion sociale des ménages et des individus.

Des études ont été menées dans le cadre de Madagascar, expliquant par l'insuffisance des infrastructures éducatifs (école), éloignement des écoles par rapport au village, manque de motivation des parents vis-à-vis des logés de rester à la campagne.

En effet, les enfants sont obligés de rester à la campagne et de continuer à travailler dans l'agriculture. Certaines sont installées dans les grandes villes pour fuir la pauvreté rurale. Le niveau d'information de chef de ménage urbain issu de la population à faible niveau est également très bas.

En 1998 - 1999, 6,2% des enfants scolarisés avec une classe de 16 ans et 20ans.

b-4-Conséquences :

Les niveaux d'information très bas les obligent d'avoir un statut socio professionnel, des chômeurs, des manœuvres et des ouvriers.

En milieu urbain 1999, 30,1% sont des manœuvres instruits contre 54,3% en milieu rural. 42,33% des urbains ont fini à l'école primaire contre 38,9% de ruraux. Seulement 10,8% de population Malagasy a un niveau et instruction secondaire tandis que ceux qui ont de formation universitaire représente 0,8% de la population.

L'éducation : L'accès à l'enseignement primaire est essentiel pour le développement social. Dans le pays en développement, plus de 500 millions d'enfant sont inscrits chaque année à l'école primaire ; ce pendant, plus de 100 millions d'entre eux, dont deux tiers sont des filles, abandonnent l'école avant d'avoir achevé les quatre ans de scolarité primaire.

Les disparités qui caractérisent les allocations budgétaires, favorisent l'éducation secondaire et les Lycées aux dépenses de l'enseignement primaire, doivent être comblées afin de revitaliser l'enseignement primaire ; desservis par le système d'enseignement primaire conventionnel.

c) Relation : (relation sociale ou entraide sociale)

Plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté sans emploi, sans les Commodités élémentaires, sans espoir. La plupart résident dans les zones rurales d'Asie et d'Afrique mais on peut aussi en trouver des millions dans les villes des pays industrialisés et dans le monde en développement. Comment soulager leurs conditions, qui affectent tout particulièrement les femmes et les enfants ? Comment les pauvres peuvent - ils devenir des membres productifs ?

Une aide plus étendue et mieux orientée ; les plus d'aide ont tendance à se réduire alors même que la pauvreté augmente rapidement dans la plus part des pays les plus pauvres et les moins avancés. Un nouvel élan est nécessaire, et cet élan doit être soutenu par un soutien résolu en faveur de la réduction de la pauvreté. Ce soutien doit se traduire de trois manières :

- Une aide accrue à l'Afrique subsaharienne, et en particulier aux pays moins avancés.
- Une réorientation de l'aide, qui doit nous faire appel à l'assistance technique fournie par des capacités et davantage à un soutien à long terme visant à mettre en place des infrastructures et des moyens nationaux

- Une concentration accrue de l'aide, sur les personnes ayant fait la preuve d'un engagement sérieux en matière de réduction de la pauvreté et de développement humain.

cl-Pauvreté mesuré par les ressources relationnelles : cas de Madagascar

Le système d'entraide social, les échanges de solidarité communautaire sont Présents dans le milieu rural. La difficulté de mobiliser le capital et les réserves « en nature, épargne », ou l'absence de système de solidarité social basé sur de cohabitation social et de la proximité géographique. En cas de difficultés économiques financières et sociales (problème de santé ; décès) les pauvres ruraux ont de possibilité de s'adresser à un membre de la famille. Par contre en cas du milieu urbain, la possibilité de faire appelé aux voisin en cas de difficulté est très difficile voir même impossible parce que ce système d'entraide social se désintégré dans ce milieux. **I - 2 - Phase d'indentification**

Cette phase consiste à définir la pauvreté à partir du seuil choisi. **a-**

Les procédures à suivre

Les économistes disposent de différentes méthodes statistiques pour illustrer la distribution de revenu.

on commence, pour classer les revenus dans un ordre ascendant, par tranche d'importance égalité à l'inégalité.

Les revenus également classés à l'ordre décroissant sont regroupés par classe d'importance inégale sous forme d'une courbe appelée « courbe de Lorenz » qui est une source de mesure d'inégalité de distribution dans l'indice de Gini et qui permet de quantifier l'importance des inégalités. **al-Les enfants victimes de la pauvreté**

Face à la pauvreté, au chômage, à la croissance démographique et au phénomène d'urbanisation, confrontée à une instabilité croissante et à des conflits de plus en plus nombreux. L'enfant réagit : ce qui veut dire que, de tous les problèmes sociaux, celui du bien - être des enfants est le plus pesant. Dans le monde en développement, près de 200 millions d'enfant de moins de 5 ans souffrent de malnutrition modéré à grave, soit 36% des enfants de cette tranche d'âge mais aussi près de 69 millions d'entre eux souffrent de malnutrition grave.

Dans les pays en développement, 180 millions d'enfants, dont près de deux tiers sont des filles, n'ont pas accès à l'instruction primaire.

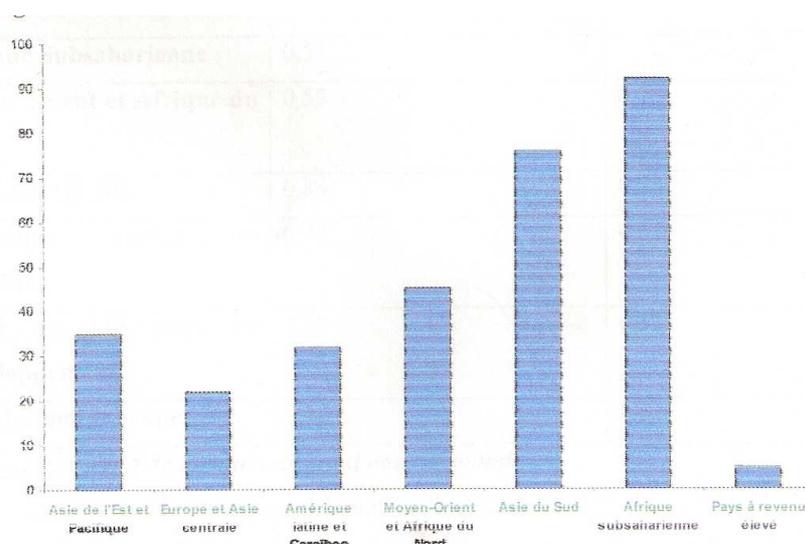
En but à l'injustice dans pratiquement toutes les sociétés et les cultures, les filles sont victimes de l'une de forme les plus répandues et le moins reconnues de discrimination. Cet « apartheid fondé sur le sexe » réduit les avantages des fillettes et des femmes pendant toute leur vie, limitant le progrès sociale et perpétuant les injustices et des inégalités qui handicapent les individus et des sociétés entières. D'après les enquêtes faites aux années 90 : plus d'un million d'enfants porteurs du VIH sont déjà nés :

les prévisions relatives aux pays d'Afrique central et orientale donnent à penser que, durant les années 90, plus de 5 millions deviendront orphelins à cause du Sida ; beaucoup de ces enfants devront prendre soin de leurs parents malades aux mourants, et bien des grands parents devant prendre soin d'eux ; l'OMS évalue à 10 millions le nombre d'enfant dont les parents seront morts du SIDA d'ici aux années 2000. Et d'après les sondages de l'année 2000 :

On observe de la même façon des avancés majeures contrastant avec des revers sérieux dans certains aspects non monétaires de la pauvreté mais dans les pays Africain touchés de plein fouet par l'épidémie de VIH / SIDA, comme Botswana et le Zimbabwe,

Un adulte sur quatre est infecté, la charge présentée par les orphelins du SIDA devient rapidement insupportable, tant pour les mécanismes de soutient traditionnels qui pour les mécanismes officiels, et tous les progrès réalisés dans l'allongement d'expérience de vie depuis le début des années sont sur le point d'être anéantis. Les disparités dans les taux de mortalité infantile au tour du globe (celui de l'Afrique Subsaharienne est 15 fois plus grand que celui des pays à revenu élever) donnent l'idée de la multiplication des situations

Figure 3 : Taux de mortalité infantile, 1998 pour 1000 naissances vivantes



0

Asie de l'Est et Europe et Asie Amérique Moyen-Orient Asie du Sud Afrique Pays à revenu
 Pacifique centrale latine et et Afrique du subsaharienne élevé
 Caraïbes Nord

a-2-Pauvreté et genre

Les femmes souffrent plus que leur part des problèmes sociaux et culturels et du sous développement. Un nombre croissant d'entre elles tant dans les pays développés que dans les pays en développement, subissent les assauts cycliques de la pauvreté. Plus de 70% des pauvres par les personnes âgées. « ce sont elles aussi qui, dans les situations de misères, de pauvreté et de désintégration des structures sociales, sacrifient leur confort et parfois leur vie pour maintenir leur famille » a déclaré le secrétaire générale des Nations Unies Monsieur Boutros Boutros Ghali lors du sommet mondial pour le développement humain 1995 à Copenhague (Danemark) de développement que le féminisation de la pauvreté résulte d'une réalité démographique impossible à tourner : puisqu'elles contrôlent moins de ressources, possèdent une part considérablement plus réduite des avoirs perçoivent des revenus plus faibles,

Tableau 1 : Niveau relatif des salaires des femmes dans 114 pays en développement par Région en 1988.

Région	Ratio des salaires femmes/hommes	
	agriculture	Autres secteurs
Asie	0,70	0,46
Asie sauf la Chine et l'Inde	0,54	0,48
Afrique Subsaharienne	0,51	0,70
Moyen orient et Afrique du Nord	0,57	0,73
Pays de l'OCDE	0,84	0,75
Amérique Latine et Caraïbe	0,73	0,61
Total de 114 pays en développement	0,68	0,53
Pays les moins avancés	0,54	0,61

Source : l'état de la pauvreté rural dans le monde

En fait, les hommes connaissent un lot généralement plus favorable que celui des femmes, à juger d'après tous les indicateurs socio - économique (ISE).

Le rapport sur le développement humain, 1994 a établi que dans les pays industrialisés, la discrimination sexuelle se traduit généralement sur le plan de l'emploi et des rémunérations.

Les femmes obtenant moins des deux tiers des possibilités d'emploi elles seraient environ la moitié de la rémunération des hommes.

Sur les rapports du développement dans le monde 2000, on constate que la situation est tout aussi contrastée au niveau des pays et pour tous les m'inscrits ethniques et les femmes. La croissance ne profite pas également à toutes les régions d'un pays, tant s'en faut. Ainsi, au Mexique, la pauvreté totale a reculé, quoique modérément mais elle s'est aggravée dans le Sud - Est. Il existe également des inégalités entre groupes ethniques.

a-3-Pauvreté monétaire

Comme la pauvreté monétaire, la pauvreté humaine, sont deux phénomènes très répandus : elles touchent entre un quart et un tiers des habitants du monde en développement. C'est en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud que la pauvreté monétaire et la pauvreté humaine sont les plus répandues : elles touchent quelque 40% de la population en 1997.

La plus part des pays arabes ont accompli des progrès remarquables dans la réduction de la pauvreté monétaire, qui a été ramenée à 4% de leur population, mais ils ont encore beaucoup à faire pour lutter contre la pauvreté humaine, qui touche encore 32% de leur habitants toujours pour l'année 1997.

Amérique latine et Caraïbes, avec un indicateur de pauvreté humaine (IPH) de 15% en 1997, un grand nombre des pays de cette région est parvenus à faire baisser leur niveau de pauvreté humaine. Cependant la pauvreté monétaire y concerne encore 24% des habitants.

Dans 14 pays, dont l'Egypte, la Guinée, le Maroc et le Pakistan, la proportion d'individus vivant de la pauvreté humaine dépasse celle des personnes souffrant de la pauvreté monétaire ce qui est dans le cas contraire en Guinée - Bissau, au Pérou, au Honduras, au Kenya et au Zimbabwe, la pauvreté monétaire ne frappe davantage de personne que la pauvreté humaine mesurée par l'IPH.

D'après le tableau 1.1 : nous allons voir un peu la pauvreté monétaire par région, année diverses, 1987 - 1998 ainsi que pauvreté monétaire relative par région, année diverses, 1997 - 1998 :

Tableau 2 : Pauvreté monétaire par Région 1987-1998

Région	Population couvert par une enquête (pourcentage)	Nombre de personne ayant moins d'un dollar par jour (million)				
		1987	1990	1993	1996	1998
Asie l'Est et pacifique	90,8 417,5		452,4	431,9	265,1	278,3
Chine non comprise	71,1	114,1	92,0	83,5	55,1	65,1
Europe et Aie centrale	81,7	1,1	7,1	18,3	23,8	24,0
Amérique latine et caraïbes	88,0	63,7	73,8	70,8	76,0	78 ;2
Moyen orient et Afrique Nord	52,5	9,3	5,7	5,0	5,0	5,5
Asie du Sud	97,9	474,4	495,1	505,1	531,7	582,0
Afrique subsaharienne	72,9	217,2	242,3	273,3	289,0	290,9
Total	88,1	1183,2	1266,4	1304,3	1190,6	1198,9
Chine non comprise	84,2	879,8	915,9	955,9	980,5	985,7

Source Banque Mondiale 200

PARTIE II
APPROCHE EMPIRIQUE SUR LA PAUVRETE
ET L'EXCLUSION SOCIALE

II.1 LES METHODOLOGIES CLASSIQUES DE CET APPROCHE

Cette approche est illustrée dans les débats sur le développement, car le fameux critère du « one dollar par Day ». La recherche française en économie du développement a permis d'enrichir le débat et de sortir de la vision quantitative de la pauvreté pour aborder celle des inégalités et des processus d'exclusion.

Les économistes ont beaucoup fait avancer la recherche dans le domaine de la mesure de la pauvreté et des inégalités. Ils ont contribué à améliorer les instruments traditionnels dans les mesures des inégalités de revenu pour établir des comparaisons internationales et dans le temps. Dès 1979, il a proposé une méthodologie permettant de décomposer l'inégalité selon les ressources afin de mesurer l'impact de la démographie, de l'éducation, de la participation au marché du travail, de l'évolution des prix relatifs. Les études empiriques montrent que les gains économiques conférés par une éducation primaire, secondaire ou supérieure avaient tendance à s'accroître sur tous les continents, en particulier dans les pays en développement comme en Asie ou en Amérique latine.

Cette approche s'est révélée rentable, réduisant la pauvreté tout en stimulant la croissance dans une aire relativement limitée. Personne ne souhaite être pauvre et personne n'accepte passivement cet état. La lutte contre la pauvreté suppose, dans une large mesure, qu'elle soit tiré parti de cet esprit d'initiative et de cette volonté, en stimulant la coopération et en fournissant un soutien matériel. Le problème des pauvres ne tient pas à leurs incapacités de gérer les ressources avec efficacité, mais plutôt au fait qu'ils n'ont pas accès. Comme dans le projet du Fond International pour le Développement Agricole (FIDA), le soutien matériel direct accordé aux pauvres ne prend pas la forme de dons, mais plutôt de crédit. Même parmi les plus pauvres et les paysans sans terre, par exemple, les bénéficiaires du projet relatif à la Grameen Bank, au Bangladesh.

Ces approches sont aujourd'hui largement intégrées par la Banque Mondiale qui a lancé un vaste programme de recherche sur l'évolution des inégalités, programme de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le monde 2000.

D'autres travaux ont été menés par la recherche française, notamment par le groupement d'intérêt scientifique et les chercheurs de l'Institut de Recherche pour le développement, pour développer de nouveaux outils quantitatifs d'analyse et les tester à l'occasion de nombreux travaux d'expertises.

II-2- LES CAUSES DE L'EXCLUSION SOCIALE : CAS DE MADAGASCAR

Pour connaître ces causes on peut entre autres, en examinant les dimensions signalées par les pauvres.

D'après des études faites à Madagascar pour le Père Pedro Pablo OPEKA, des familles démunies toutes entières passent la nuit, à la belle étoile, sous les arcades de l'Avenue de l'Indépendance d'Analakely, en pleine ville, ou dans les tunnels. Des gens habitant des maisons en carton ou en toile plastique, ou encore en toile de jute tout au long du chemin de fer, derrière le quartier administratif luxueux d'Anosy Ampefiloha. Mais aussi des centaines de familles que les autorités municipales de la capitale avaient refoulées. Des sans-abri exclus partant, à travers et autour du capital malgache.

S'agissant du revenu et de la santé, cette cause représente le risque qu'un ménage ou un individu est victime d'un épisode de pauvreté en termes de revenu ou de santé. Mais cette cause signifie également la probabilité d'être victime de plusieurs autres types de risques (violence, criminalité, catastrophe naturelle).

Toute la difficulté consiste à travers des indicateurs de cette cause de nature à identifier par avance les populations à risque.

a-Les exclues : (identification : travail, société)

Certaines personnes peuvent être pauvres même si elles exercent des travaux médiocres, des revenus insuffisants ou des moyens de survie insuffisants, c'est à dire une consommation inadéquate en matière notamment d'alimentation, de logement et des vêtements. Ces types de groupe sont exclus des activités économiques, politiques, civiques et culturelles dominantes inscrites dans la notion même de bien-être humain. Le concept d'exclusion sociale dépasse donc les explications du bien-être fondé sur l'économie et la capacité. Ces individus ou groupes sont entièrement ou partiellement exclus d'une pleine participation à la société dans laquelle ils vivent. Dans la plupart des sociétés, la dimension économique de l'exclusion sociale apparaît par le biais de la discrimination raciale, sexuelle, géographique, ou par d'autres formes de discrimination qui ont pour effet d'empêcher explicitement ou tacitement tels ou tels particuliers ou groupes d'accéder à certaines activités.

II.3 POLITIQUE DE REINSERTION DES EXCLUES

L'un des défis majeurs des pays en voie de développement est de promouvoir des objectifs, des politiques économiques et sociales susceptible de combattre la pauvreté et de maîtriser le dynamique de marché du travail.

a- Au niveau professionnel (emploi) cas à Madagascar

Pour lutter contre la pauvreté, on peut se demander s'il est préférable d'améliorer la situation de secteurs en difficulté ou s'il ne vaut pas mieux trouver de nouvelles voies de développement sectoriel. C'est cette question que nous nous sommes posée à propos de la riziculture à Madagascar. Culture emblème de l'agriculture malgache depuis plusieurs siècles, la filière est aujourd'hui confrontée à une stagnation de la production et des rendements, à la baisse drastique des disponibilités par habitant et à la sérieuse concurrence des importations en provenance des pays asiatiques. Sa faible productivité contribue à l'inertie du milieu rural, où cette culture est très répandue. La filière rizicole constitue-t-elle une entrave à la croissance économique ou le levier de la lutte contre la pauvreté à la fois dans les milieux urbain et rural ? L'étude filière riz permet de caractériser certains facteurs de pauvreté économique dans le milieu rural. L'analyse est centrée sur le facteur travail qui est dominant dans la riziculture malgache et explicative de plusieurs formes de pauvreté. Le niveau du salaire agricole de base est le résultat de plusieurs facteurs comme la disponibilité d'un surplus de travail en milieu rural (chômage), l'absence ou la multiplicité des alternatives d'activités économiques génératrices de revenu, le niveau de revenu (retour par jour de travail) des activités agricoles les plus courantes des petits exploitants, donc le degré de productivité du travail dans la zone. Il constitue un indicateur pertinent du degré de pauvreté rurale. Les Hauts Plateaux, la côte Est et le Centre Ouest présentent les salaires agricoles moyens les plus bas:

de l'ordre de 620 à 760 Ariary par jour. Ailleurs, la multiplicité d'alternatives d'activités agricoles ou extra agricoles génératrices de revenus génère sur le marché local du travail une rareté de travailleurs journaliers disponibles et une plus forte exigence en rémunération. Dans les régions du Nord et du Nord-Ouest, où les activités rémunératrices sont multiples, l'enquête fait ressortir des salaires agricoles moyens situés entre 1100 et 1120 Ariary/jour. La disponibilité d'excédent en travail ne stimule pas une recherche d'amélioration de la productivité du travail agricole : au contraire elle contraint généralement les ménages agricoles à maintenir un ensemble d'activités peu rémunératrices. Cette situation se rencontre souvent dans les zones rurales très peuplées (Hauts Plateaux. Est) ou isolées (Centre Ouest). C'est aussi dans ces régions que se concentrent les plus forts taux d'activités traditionnelles peu rémunératrices (sarclage manuel, pilonnage manuel. « tavy »...). Le maintien de telles activités souligne généralement un excédent de disponibilité en main d'œuvre entraînant un coût d'opportunité du travail très bas à certaines périodes. Les poids relatifs du facteur travail et du facteur capital ont été différenciés dans les différents systèmes de production rizicole identifiés dans la filière riz. On notera sur les systèmes de production les moins performants en terme de rendement par hectare (rendement < 1200kg/ha). Des ratios de capital de 4.6% à 20% (7000 à 23600 ariary/ha) alors que sur les meilleurs rendements (> 2300 kg/ha) les ratios de capital varient de 29% à 49% (65400 à 125 000 Ariary/ha). Les poids cumulés du facteur travail et du facteur capital expriment le degré d'intensification en terme de montant des facteurs de productions mobilisés par hectare de riziculture. Celui ci varie selon les systèmes de production de 118 000 à 394 000 Ariary/ha (US\$ 85- 290 /ha). Les hauts plateaux présentent de loin le plus fort degré d'intensification loin devant les autres régions (3200-3940 millions Ariary/ha) qui correspond aussi avec les meilleurs rendements moyens par hectare de riz cultivé (2600-3400 kg/ha de paddy).

L'enquête a permis de mettre en évidence trois groupes des riziculteurs aux logiques différentes

Les producteurs de rente polyvalents avec stratégie d'autosuffisance en riz disposant d'alternatives de cultures de rente et de revenus, ce qui les écartent d'une stratégie d'expansion des activités rizicoles

Les producteurs semi spécialisés riz et positionnés sur la vente de riz disposant d'un potentiel technico-économique d'intensification ou d'expansion *

En terme de productivité du travail, on note un volume de paddy par jour de travail trois fois supérieur chez les producteurs semi spécialisés en riz qui gagnent aussi 4 fois plus par jour de travail familial que les micro producteurs. En d'autres termes, la spécialisation

rapporte tandis que la gestion du risque (maintien d'une autoconsommation chez les micros producteurs) est corrélée à une moindre productivité du travail. Les riziculteurs en situation de subsistance, malgré les autres activités agricoles ou non agricoles pratiquées, ont un revenu global deux fois inférieur aux autres catégories. Une politique de relance est souhaitable pour peu qu'elle ne poursuive pas un objectif unique (augmenter les rendements, accroître la production, rechercher l'indépendance...) et qu'elle diversifie les actions à mettre en œuvre en fonction des situations économiques et sociales locales et de la compréhension des logiques d'acteurs. Les rizicultures malgaches sont multiples et supposent un appui différencié selon les stratégies paysannes qu'elles développent (subsistance, autosuffisance, spécialisation, niches d'exportation, situations régionales...). Les orientations de politiques proposées cherchent à réunir les conditions favorables au fonctionnement d'un marché libre et en voie d'organisation, c'est à dire qui agisse efficacement en terme d'incitation pour les riziculteurs (accroître leur capacité à produire plus et de façon durable, à satisfaire leurs besoins alimentaires, à accroître leurs revenus), tout en veillant à stabiliser la sécurité alimentaire des consommateurs (disponibilité du riz, prix accessible, qualité requise). Cette finalité donne lieu à deux stratégies différentes. La première, de nature productiviste. Concentre les efforts d'appui sur des pôles régionaux à fort potentiel de développement. La deuxième, de nature plus sociale, vise à lutter contre la pauvreté économique dans le milieu rural notamment par la diversification des activités. Ainsi l'amélioration de la productivité du travail passe par l'intensification de la production dans certains pôles à fort potentiel rizicole : utilisation plus importante du capital technique (méthodes améliorées de production, intrants...) et du travail en favorisant l'accès au crédit et au marché des riziculteurs. Pour cela l'environnement de la filière doit être amélioré : désenclavement, infrastructures rurales, protection de l'environnement naturel, sécurisation foncière, protection temporaire par rapport aux importations, soutien de la recherche et de la vulgarisation. L'amélioration de la productivité agricole est un moyen de lutter contre le sous-développement et contre les risques naturels. Cependant cette amélioration, si elle permet à certains de lutter contre le cercle vicieux de la pauvreté, elle chasse aussi une partie des paysans de la campagne qui viennent échouer en ville et augmenter le rang des exclus. De la même façon, l'excès de diversification agricole peut avoir un effet à la baisse sur les prix des denrées agricoles et porter atteinte aux revenus des petits agriculteurs. Le pilotage du développement devient donc extrêmement sensible et suppose d'avoir un suivi régulier des résultats des politiques menées.

b- Au niveau social assuré par :

b-1- l'Etat : (politique des emplois réinsertion des experts)

b-1-1- la bonne gouvernance

La pauvreté était autrefois systématiquement ramenée à un manque de moyens financiers. C'est indubitablement ce qu'elle est, mais pas seulement. Sans ressources, impossible en effet de satisfaire ses besoins physiologiques les plus essentiels. Il existe cependant une définition plus pertinente de la pauvreté, fondée sur la notion de privation de moyens d'action. La privation de moyens d'action se traduit par l'impossibilité de participer pleinement à la société, l'absence d'activité économique, une marginalisation par suite de conflits ou de discrimination. Les personnes qui se trouvent dans cette situation ont certes des revenus insuffisants, mais leur fournir plus d'argent ne suffit pas à soulager leur dénuement. En tout état de cause, la privation de moyens d'action ôte toute possibilité de gagner sa vie. Comme le souligne le *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD et plus récemment l'étude intitulée *La Voix des pauvres* réalisée pour le *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001*, les pauvres eux - mêmes insistent fréquemment sur l'importance de l'aspect non matériel du dénuement. Souvent, ils estiment que le sort se caractérise moins par un manque d'argent que par un manque d'autonomie. Le côté financier a cependant son importance, et un minimum de dynamisme économique est indispensable pour faire reculer la pauvreté. Il peut toutefois que, même si la machine économique redémarre, la transmission soit défectueuse. Dans ce cas, le chaînon vital manquant se situe souvent au niveau de la gestion des affaires publiques.

Aujourd'hui, dans les pays en développement, ce n'est généralement pas le manque global de ressources qui constitue la pierre d'achoppement, mais, l'utilisation qui est faite de ces ressources. Dans les pays où la lutte contre la pauvreté progresse lentement, les fonds publics alloués aux services sociaux de base ne sont pas exploités de façon optimale et ne profitent pas toujours forcément aux plus nécessiteux.

Un bon gouvernement contribue à raccorder plus étroitement les ressources aux besoins. Il y a plus de chance que les ressources soient exprimées dans des médias libres et si elles peuvent accéder facilement à des informations concernant les activités des pouvoirs publics. Les ressources des pauvres sont en soi des moyens de vaincre la pauvreté, car elle les rend à même de mieux maîtriser leur existence et de ne pas rester les impuissants bénéficiaires de prestations allouées par quelque centre lointain. Ainsi, dans l'état d'Andhra Pradesh en Inde, les villageoises se sont organisées en groupes d'auto - assistance, et leurs ressources propres leur permettent peu à peu de répondre aux demandes croissantes

des pauvres désireux d'avoir accès au crédit, à l'information, au savoir - faire et à la technologie. De même, au Cambodge, les communautés locales sont encouragées dans le cadre de l'initiative Seila à formuler elles-mêmes des projets de lutte contre la pauvreté. Au Ghana, les districts trouvent eux-mêmes des sources de revenus pour financer des projets de lutte contre la pauvreté. En Ouganda, les pouvoirs publics se sont appliqués à rendre les procédures budgétaires plus transparentes, au niveau central comme au niveau local, et ont mis en place une stratégie de réduction de la pauvreté, le Plan d'éradication de la pauvreté faisant largement appel à la participation. Ces exemples montrent bien que, grâce à la manière dont ils gèrent les affaires publiques, les dirigeants des pays pauvres ont le moyen de s'attaquer directement à la pauvreté. Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle déterminant en favorisant une décentralisation du pouvoir et de l'autorité, en stimulant les réformes agraires, et en encourageant la solidarité communautaire et l'émergence d'organisation indépendantes dans la société civile.

b-1-2-la démarginalisation :

Doter les gens de moyens d'action leur rend digne et leur donne un sentiment d'appartenance et la force morale de se prendre en charge sur le plan économique. Donner la possibilité aux populations pauvres et à l'ensemble de la société d'influer sur le processus de prise de décision implique qu'on s'emploie à les associer à la conception et à la mise en œuvre des politiques et programmes. De fait, des institutions responsables et à l'écoute des populations sont souvent le « chaînon manquant » entre les efforts nationaux de lutte contre la pauvreté et la réduction effective de la pauvreté

b-1-3 la sécurité

Il est à l'évidence impossible de faire reculer la pauvreté si la paix n'est pas assurée. Un trop grand nombre de pays sont en proie à des conflits (généralement locaux) qui annulent souvent les progrès du développement social, notamment en Afrique subsaharienne. De plus, les pauvres sont plus exposés à ces risques que les nantis. La guerre n'est qu'un aspect de la question de la sécurité, les pauvres étant aussi exposés à des catastrophes naturelles, comme les inondations. Ils sont en outre confrontés à des risques économiques, mauvaises récoltes ou chute brutale des prix des produits de base. Pour réduire la pauvreté, il faut assurer une plus grande sécurité aux populations pauvres, ce qui nécessite la mise en place de mécanismes permettant de mieux maîtriser les risques (même avant qu'une crise n'éclate) et d'atténuer l'incidence des crises locales et nationales, notamment des mesures de nature à amortir les effets de soudaines flambées des prix pour les plus vulnérables et des dispositifs qui aident les enfants à poursuivre leur scolarité, des travaux publics et des

programmes « vivres contre travail » qui donnent du travail pendant les périodes creuses, et des programmes viables, bien conçus, de pensions de retraite, d'indemnisation du chômage et d'aide sociale. La mise en place de ce genre de programmes n'incombe pas forcément au secteur public. Les dispositifs privés, en particulier les systèmes traditionnels d'entraide, peuvent aussi jouer un rôle majeur.

La Thaïlande, qui réoriente sa stratégie de développement afin de réduire les inégalités, a mis en place des filets de sécurité de ce type après la crise qu'elle a subie. Des programmes analogues ont été lancés en Indonésie et en Corée. Au Brésil, le programme Bolsa Escola apporte une aide aux familles dont les enfants fréquentent régulièrement l'école. Si la lutte contre la pauvreté incombe au premier chef aux pays en développement, les pays développés ont aussi un rôle à jouer. En tant que donateurs d'aide, ils devraient davantage centrer leur action sur les questions de gouvernance, financer les programmes globaux des gouvernements destinés à traiter tous les aspects de la pauvreté et de la misère humaine, et évaluer les progrès réalisés. Ils peuvent aussi continuer d'alléger le poids de la dette des pays pauvres. La mondialisation des marchés, l'instabilité des prix des produits de base, la diffusion du savoir et les rapports de capitaux privés et publics ont un impact puissant sur les pays pauvres et leur aptitude à faire reculer la pauvreté. Comme le montre l'expérience acquise au cours des années 90, les crises financières peuvent réduire à néant dix ans de progrès. Les pays riches peuvent faire davantage pour ouvrir leurs marchés aux échanges avec les pays en développement, afin que les pays lourdement endettés notamment puissent accroître leurs recettes d'exportation. Ils devraient également promouvoir la production de biens publics mondiaux, par exemple de vaccins contre la malaria et le sida ou de travaux de recherche de nature à déboucher sur des avancées agricoles, en particulier dans les domaines bénéficiant d'un large soutien de l'opinion publique.

Une action au niveau local et mondial dans ces domaines contribueront à remédier non seulement à la pauvreté monétaire mais aussi à d'autres aspects de la misère tels que la malnutrition et l'exclusion car il existe des liens puissants entre ceux - ci. Cela dit, la relation n'est pas simple entre l'augmentation des niveaux de revenu et l'amélioration des niveaux nutritionnels ou de l'espérance de vie, de l'accès à l'enseignement formel, etc. Les gains obtenus pour ce qui est de la qualité de la vie dépendent non seulement des ressources disponibles mais aussi des priorités publiques. Des investissements dans l'enseignement primaire et les infrastructures rurales ont aidé des pays comme le Costa Rica, le Cuba, le Sri Lanka et le Viêt - nam à obtenir un niveau sanitaire plus élevé, une baisse plus importante de leurs taux de mortalité et une augmentation plus forte de leurs taux d'alphabétisation que

d'autres pays ayant des ressources économiques similaires ou plus importantes. Ces progrès ont contribué à atténuer certains des pires manifestations de la pauvreté, même en l'absence d'accroissement du niveau des revenus. A l'inverse, l'amélioration des normes sociales, associée à d'autres mesures, est souvent un tremplin qui permettra une augmentation des revenus. Il est possible de faire refluer la pauvreté mais réduire de moitié la pauvreté monétaire d'ici à 2015 ne résoudra qu'une partie du problème. Comme la population mondiale devrait selon les projections, augmenter pour passer à 7.1 milliards d'hommes d'ici à 2015, le nombre de pauvres devrait lui aussi croître. Par conséquent, même si l'objectif tendant à réduire de moitié la proportion de pauvres est atteint, près de 900 millions de personnes continueront de vivre avec moins d'un dollar par jour. Cependant, il en coûterait beaucoup de ne rien faire. En agissant aujourd'hui, on a une chance de pérenniser les efforts de lutte contre la pauvreté.

b.2 Les autres entrepreneurs : (organismes internationaux, Banque mondiale, ONG, Associations et autres)

b-2-1 les objectifs

Depuis la définition en 1996 par le Comité d'aide au développement (CAD) des objectifs internationaux de développement, dans un rapport intitulé Le rôle de la coopération pour le développement de XXIe siècle, la réduction de moitié de l'incidence de la pauvreté à l'échelle mondiale est devenue l'axe prioritaire des efforts déployés à l'appui du développement par la majorité des organismes donateurs. De ce fait, nombre de ces derniers mesurent leur performance et certains arrêtent leur budget en fonction de la contribution qu'ils apportent à la réalisation de cet objectif. Cette primauté de la lutte contre la pauvreté, qui les prévaut depuis longtemps dans les programmes des Nations Unies, est aujourd'hui le principe directeur qui doit guider les opérations futures de prêt du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale aux pays à faible revenu, lesquelles sont supposées servir à appuyer des stratégies participatives de lutte contre la pauvreté que les acteurs locaux font leurs travaux, habituellement en parallèle avec un allègement de la dette. Les objectifs internationaux de développement (OID) visent l'aspiration la plus chère à tout être humain, un monde libéré de la pauvreté et des souffrances qu'elle cause. Ces objectifs procèdent d'accords et de résolutions issus des conférences mondiales organisées par les Nations Unies dans la première moitié des années 90, qui ont donné à la communauté internationale l'occasion de se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour réduire la misère et parvenir au développement durable.

Chacun des ces objectifs vise un aspect précis de la pauvreté ; il faut les considérer comme un tout dans la mesure où ils renforcent les uns les autres. L'augmentation des taux de scolarisation, chez les filles surtout, entraîne une réduction de la pauvreté et de la mortalité. L'amélioration des soins de santé de base permet d'accroître la scolarisation et de réduire la pauvreté. Beaucoup de pauvres tirent leurs moyens de subsistance de l'environnement. Il faut donc progresser dans la réalisation de chacun de ces objectifs.

b- 2-2- Des objectifs aux actes

Le Département for International Développement (DFID) du Royaume - Uni a accordé aux objectifs internationaux de développement une place centrale dans sa politique et dans ses programmes. Le DFID s'est fixé des objectifs intermédiaires, à l'une desquels ses résultats seront évalués, à savoir notamment :

- Améliorer le système scolaire dans les dix principaux pays bénéficiaires de l'aide consentie par le DFID pour les secteurs de l'éducation afin d'y porter en moyenne le taux de scolarisation dans le primaire des 75% ressortant du scénario de référence établi pour 2000 à 81% sur la base des données qui seront disponibles en 2004.
- Améliorer les soins aux enfants, aux mères et de santé générique dans les dix principaux pays bénéficiaires de l'aide consentie par le DFID pour le secteur de la santé d'y faire baisser le taux de mortalité moyen des enfants de moins de cinq ans de 132 pour 1000 naissances vivantes en 1997 à 103 sur la base des données qui seront disponibles en 2004, et d'y porter la proportion de naissances bénéficiant de l'assistance de personnel qualifié des 43% ressortant du scénario de référence établi pour 2000 à 50% sur la base des données qui seront disponibles en 2004.

De ce côté, la Banque mondiale a intégré les objectifs à son Pacte stratégique dès 1997 et rend compte chaque année des progrès accomplis vers ces derniers dans ses *Indicateurs du développement dans le monde*. Cette année, le rapport annuel de la Banque et le *Rapport sur le développement dans le monde : Lutter contre la pauvreté comprend une section*, inspirée obtenues. Les objectifs relatifs à la lutte contre la pauvreté et au développement social constituent le premier échelon du système de gestion interne de la banque. Ils apparaissent dans les Cadres de développement intégré (CDI) et les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLM) élaborés par les pays membres dans le cadre d'un processus participatif. Ces cadres et stratégies sont établis en étroite collaboration avec le FMI qui, en 1999, a récapitulé les objectifs sur une petite fiche intitulée « Sept engagements

pour un développement consenti aux pays pauvres très endettés serviront à financer des programmes de lutte contre la pauvreté.

b-2-3- Les objectifs internationaux de développement :

Les objectifs internationaux de développement visent l'aspiration la plus chère à tout être humain, un monde libéré de la pauvreté et des souffrances qu'elles causent.

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions de la population qui vit dans l'extrême pauvreté.

A mesure que la croissance augmentait dans le monde, vers le milieu des années 90, les taux de pauvreté ont reculé, rapidement en Asie, mais peu ou pas du tout en Afrique. L'inégalité des revenus fait obstacle au progrès en Amérique latine.

Les objectifs ne seront pas faciles à atteindre, mais les progrès obtenus dans certains pays et régions montrent ce qu'il est possible de faire. La Chine a réduit le nombre de ses habitants pauvres : 360 millions en 1990, ils n'étaient plus que 210 millions environ en 1998. Maurice a réduit son budget militaire et consenti de gros crédits pour la santé et pour l'éducation. A l'heure actuelle, tous les mauriciens bénéficient d'installation d'assainissement, 98% ont accès à l'eau potable, 97% des naissances ont lieu avec l'aide d'agents sanitaires qualifiés. Les pays d'Amérique latine, pour leur part, sont nombreux à avoir fait fortement avancer la parité dans la scolarisation.

Si certains pays ont pu progresser si vite pour réduire la pauvreté sous ses nombreuses formes, d'autres les peuvent aussi. Mais il y a bien des pays d'Afrique subsaharienne où les conflits anéantissent l'avancée du développement social. La progression du VIH et du Sida porte un rude coup aux conditions de vie des personnes, des familles et des communautés sur tous les continents. Et la durée dans la croissance économique, indispensable pour réduire la pauvreté sur le long terme, est encore hors de portée pour la moitié des pays du monde. Dans plus de 30% d'entre eux, le revenu réel par habitant a reculé au cours des 35 dernières années. Et la croissance seule n'est pas tout : encore faut-il en répartir plus équitablement les fruits.

Les objectifs peuvent être atteints, c'est incontestable. Cela nécessitera cependant des efforts considérables, et une bonne gestion des risques associés au développement. Pour y réussir, il faudra avant tout parler plus fort en faveur des pauvres, réaliser une croissance économique dont ils ressentent les effets, assurer à tous les services sociaux de base, ouvrir les marchés commerciaux, diffuser la technologie, garantir au développement des ressources suffisantes et bien les utiliser.

- **Faire reculer la pauvreté**

Faire reculer la pauvreté est un combat pour tous en particulier pour ceux qui ont des moyens pour parvenir à des objectifs. C'est pour cela que la Banque Mondiale 2000 a établie sept objectifs principaux concernant la lutte contre la pauvreté.

Objectif 1 : réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté

Malgré l'expansion économique observée dans le monde occidental, notamment aux Etats-Unis, la pauvreté à l'échelle mondiale demeure un grave problème. Dans le monde, une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour et une sur sept souffre chroniquement de la faim. Il est vrai que globalement le nombre et la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour, ont légèrement diminué jusqu'au milieu des années 90. Toutefois, cette baisse a surtout concerné l'Asie de l'Est, notamment la Chine. A la fin des années 90, cette évolution s'est temporairement ralentie dans certains pays asiatiques, pour s'arrêter, voire parfois s'inverser, dans d'autres. Dans le reste du monde, si la proportion de personnes vivant dans la pauvreté a diminué, le nombre de pauvres a augmenté du fait de l'accroissement démographique. Dans les pays de l'ex-Union soviétique, la transition économique et sociale en cours a fait tripler la proportion de pauvres. C'est en Asie du Sud que l'on compte le plus de pauvres, mais en Afrique subsaharienne que la proportion de pauvres est la plus forte. La plupart vivent dans les zones rurales, mais la pauvreté urbaine s'accroît plus rapidement. Plus que les hommes, les femmes sont susceptibles d'être privées de leur droit à la terre et de l'accès à d'autres actifs. Elles ont également plus de mal à obtenir des crédits. Elles ne trouvent pas d'emploi adéquat et la précarité est le lot de leurs vieux jours. Dans beaucoup de pays en développement, les pauvres sont relégués à la marge de l'économie formelle. Ils n'ont pas les moyens d'exercer une influence politique, n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé, à un logement adéquat, à la sécurité, à un revenu régulier et ils n'ont pas assez à manger. La malnutrition est une importante manifestation de la pauvreté. Les personnes qui souffrent de malnutrition ou de sous-alimentation sont moins productives et dépensent une part plus grande de leur maigre budget en médicaments et soins de santé, ce qui renforce encore les effets de la pauvreté et fait qu'il est encore plus difficile d'en sortir.

On compte 150 millions d'enfants d'un poids insuffisant dans les pays en développement. La proportion d'enfants mal nourris diminue partout, sauf en Afrique. L'insuffisance pondérale, même bénigne, accroît le risque de décès et ralentit le

développement mental et physique. Le problème se transmet d'une génération à l'autre car les femmes sous-alimentées ont plus de risques de donner naissance à des nourrissons de poids insuffisant. Il est possible de faire reculer la malnutrition et la pauvreté monétaire (c'est-à-dire l'insuffisance de revenus) en créant pour tous les citoyens, des activités génératrices de revenus, en leur assurant l'accès aux ressources de base et le droit à la sécurité et en les associant à la vie politique de leur pays.

> **Activités économiques et accès aux marchés**

Il est indispensable de créer des activités économiques pour assurer une croissance à la fois durable et équitable. Les gouvernements devraient introduire des réformes qui stimulent la croissance : un cadre macro - économique solide favorable aux pauvres et des politiques de nature à favoriser un faible taux d'inflation et la discipline budgétaire. Ils devraient aussi œuvrer à l'intégration de leur pays à l'économie mondiale afin de stimuler les échanges et l'investissement et doper l'activité du secteur privé. Cependant, ils peuvent avoir besoin d'une aide extérieure pour déterminer le rythme et l'ordonnancement de cette intégration afin que les avantages qui en découlent puissent être partagés aussi largement que possible. Les réformes de nature à améliorer l'accès des populations pauvres aux marchés devraient également être poursuivies. Les réglementations qui représentent un lourd fardeau pour les petites entreprises peuvent être modifiées ; en Bolivie par exemple, le régime fiscal applicable aux petites entreprises a récemment été simplifié. Il conviendrait aussi d'améliorer l'accès au crédit, en suivant l'exemple de la Banque Gramen et d'autres institutions de micro-financement au Bangladesh et dans d'autres pays. Des investissements dans les équipements de base doivent aussi être réalisés dans l'enseignement et le perfectionnement des compétences, la sécurité alimentaire, les soins médicaux préventifs, les infrastructures rurales et les systèmes de crédit. Les gouvernements ne doivent pas s'assurer seulement que ces investissements touchent les pauvres mais aussi que ceux - ci ont la capacité d'en tirer profit. Une action dans ce sens peut donner de bons résultats. Prenons l'exemple de la Chine : en faisant fond sur son investissement antérieur dans le facteur humain et en s'appuyant sur le système de formation et d'enseignement, ce pays n'a pas seulement été en mesure de consolider sa croissance rapide mais il a aussi diminué l'écart entre le revenu moyen de sa population et celui du reste du monde de moitié par rapport à ce qu'il était il y a 40ans. Le Viêt - nam a, lui aussi, réduit son taux de pauvreté, qui est revenu de 58% à 37% entre 1993 et 1998, grâce essentiellement à une réforme agraire qui a permis d'améliorer les rendements et les revenus agricoles.

Objectif 2 : scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire d'ici à 2015

Assurer la scolarisation primaire de tous les enfants dans les pays en développement demeure une tâche primordiale et ouvre de grandes possibilités. En effet, la réussite de cette scolarisation doterait des millions de personnes supplémentaires des qualifications requises pour échapper à la pauvreté. En revanche, un échec dans ce domaine alimentait une crise éducative et sociale dans la décennie avenir. Dans les pays en développement, un enfant sur trois ne termine pas sa cinquième année de scolarité, mais une amélioration de cette proportion ne réglera pas tout. En réalité, les taux de fréquentation sont en hausse dans la plupart des régions, mais la qualité de l'enseignement laisse à désirer. Si l'éducation pour tous est une mission importante, une éducation de qualité l'est tout autant. Lors du Forum mondial sur l'éducation, tenu en avril 2000 à Dakar, la communauté internationale est convenue qu'il fallait placer au premier rang des priorités, la nécessité d'assurer une formation de qualité.

Qui dit assurer une éducation de qualité dit investir dans la formation des enseignants, améliorer les installations, fournir les matériels voulus et s'assurer de la pertinence des enseignements. Un tel objectif exige également de renforcer la participation des familles et des communautés et d'éliminer la discrimination à l'encontre de la formation des filles.

De nombreux pays en développement choisissent désormais de privilégier la qualité de l'enseignement. En 1994, le Malawi a décidé de s'attaquer à divers problèmes auxquels se heurtait son système scolaire : difficultés d'accès et inégalités, taux de redoublement et d'abandon élevés et insuffisance des infrastructures. L'accroissement des financements publics affectés aux établissements scolaires et la suppression des droits de scolarité ont entraîné une hausse de la fréquentation de 50% et joué en faveur des populations malawiennes démunies. En 1994 - 1995, les 20% les plus pauvres de la population ont bénéficié de 16% de toutes les dépenses publiques d'éducation contre 10% en 1990 - 1991, tandis que la part des 20% les plus riches est tombée de 38% à 25%.

La scolarisation augmente, mais trop d'enfants ne sont toujours pas à l'école. Le ministre de l'Education du Bangladesh, Abu Sharaf Kader Sadique, a reconnu, lors de la rencontre du Groupe E9 (les neufs pays à forte population) en février 2000, que dans sa course aux effectifs, son pays avait oublié l'aspect qualitatif de l'enseignement. Au Bangladesh, l'alphabétisation a fait de grands progrès, mais la qualité pose toujours problème. La Chine admet se heurter à un problème analogue : lors de la même rencontre du Groupe E9, Le Fuyuan, ministre adjoint de l'Education, a fait savoir que dans l'ensemble la qualité des enseignants laissait beaucoup à désirer ; il faisait allusion en particulier aux difficultés rencontrées pour atteindre les régions isolées du pays. Le Bangladesh et la Chine ne sont pas

les seuls dans ce cas. Le Brésil, le Malawi et le Mexique, de même que la plupart des pays qui ont obtenu de grandes avancées vers l'universalisation de l'éducation, s'intéressent à présent à l'amélioration de la qualité.

> **Formation des enseignants, amélioration des installations, pertinence des programmes d'enseignement et aptitude des enfants à apprendre.**

L'amélioration de la qualité de l'éducation comprend plusieurs volets. Les enseignants doivent être formés. Le Brésil, qui a atteint un taux de scolarisation de 96% dans le primaire, fait à présent porter tous ces efforts sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement car près de la moitié des élèves brésiliens redoublent une ou plusieurs classes. Il ressort d'une étude récente conduite à l'échelle nationale que les enseignants ayant un niveau de formation universitaire aident leurs élèves à progresser beaucoup plus vite que leurs collègues qui n'ont pas atteint ce niveau d'études. Or aujourd'hui, sur 1.5 million d'enseignants des écoles primaires publiques brésiliennes, la moitié seulement ont un diplôme d'études supérieures. Actuellement, les autorités brésiliennes s'emploient à accélérer la formation en cours d'emploi des enseignants.

Bien entendu, dès lors que les enseignants sont formés, il faut les retenir. Paradoxalement, alors que certains pays relèvent le niveau de formation de leurs enseignants, d'autres en sont réduits à déplorer l'abandon de cette profession par des enseignants diplômés et talentueux qui trouvent des emplois mieux payés dans l'informatique ou le tourisme. La profession enseignante est victime d'un exode de compétences, qui tient au fait qu'elle est peu valorisée et mal rémunérée. Il faut revaloriser à la fois moralement et matériellement la fonction d'enseignant et de formateur et redonner à ce corps de métier statut, reconnaissance et dignité au sein de la société. Du fait de difficultés financières et de sensibilités politiques, cette mission s'est relevée difficile dans le passé, mais un changement s'impose à présent. Cela dit, dans de nombreux pays en développement, les salaires des enseignants représentent déjà pas moins de 95% des budgets publics de l'enseignement ; toute amélioration des conditions d'emploi des enseignants nécessitera donc indubitablement une augmentation des moyens financiers alloués à l'éducation.

Il importe également d'améliorer les installations et les matériels. Un bon environnement scolaire peut avoir une incidence positive sur les taux de fréquentation et de réussite, et l'effet inverse dans le cas contraire est tout aussi possible. D'après une étude réalisée par l'UNESCO / UNICEF, dans quatorze pays, les moins avancés d'Asie et d'Afrique, au moins 35% des établissements scolaires (et souvent beaucoup plus) nécessitent des travaux de réparation ou de reconstruction. Beaucoup n'ont ni mobilier ni eau courante.

Les pays en développement ont beaucoup de mal pour la plupart à produire et à diffuser des manuels scolaires et des matériels pédagogiques appropriés. Là encore, c'est une question de volonté politique et de moyens financiers. S'agissant des matériels pédagogiques, les pays souvent n'ont pas élaboré de stratégies rationnelles. Certains, tels que la Namibie, l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Ghana, dont les activités d'édition se développent le plus vite, sont exemplaires car ils ont su établir une coopération étroite entre l'industrie du livre, les pouvoirs publics et les associations nationales d'éditeurs.

Dans de nombreux pays, et c'est là un autre problème, les systèmes éducatifs sont archaïques : parfois, les enseignements scolaires sont tout bonnement dépassés. Lorsque les programmes éducatifs sont coupés de leur contexte et ne tiennent compte ni du marché du travail environnant ni de la culture locale, tôt où tard ils perdent leurs « clients ». Une formation appropriée des enseignants aiderait à surmonter cette difficulté tout comme la définition de programmes d'enseignement adaptés, et la mise au point d'ouvrages scolaires et autres matériels appropriés.

Enfin, nombreux sont les facteurs extérieurs en particulier l'origine sociale et l'état de santé des élèves qui influent sur la qualité de l'enseignement. Après tout, une éducation de qualité suppose non seulement de bons enseignants et de bons matériels, mais aussi des élèves en bonne santé, bien nourris et disposés à apprendre. La multiplication rapide des cas d'infection par VIH / Sida et les conséquences désastreuses qui en résultent pour les enfants des victimes, et aussi pour le développement et la planification du système éducatif dans son ensemble, appellent des mesures urgentes dans le cadre notamment de l'enseignement structuré mais aussi de l'enseignement non structuré. Sans compter qu'il faut aussi que soient mis en place et / ou assurés des services adéquats d'instruction de base dans les pays où sévissent l'instabilité politique ou une crise, en proie à un conflit armé ou victimes de catastrophes naturelles. Dans les pays qui sortent d'un conflit ou d'une crise, en particulier, il ne s'agit pas seulement d'offrir les « services de base » mais aussi d'engager une action durable de sensibilisation qui contribue à promouvoir la paix afin d'éviter de nouveaux épisodes de troubles.

> **Une entreprise prioritaire**

Aujourd'hui, 113 millions d'enfants, majoritairement des filles, sont exclus des systèmes éducatifs et parmi ceux - ci, 110 millions vivent dans des pays en développement. Il peut s'agir d'enfants des rues, des jeunes sud -américains originaires de tribus des hautes zones rurales et recrutés dans des milices, ou encore de très jeunes filles sexuellement exploitées dans des bidonvilles asiatiques. D'autres raisons plus banales, encore que les effets en soient tout aussi pernicieux, peuvent expliquer l'exclusion : c'est le cas de

l'enfant africain d'ordinaire une fille qui reste à la maison pour s'occuper des cultures, aller chercher l'eau ou surveiller les plus jeunes de la fratrie. Il arrive que les familles soient tout simplement dans l'impossibilité d'assumer les frais de scolarité.

Des facteurs socioculturels, économiques et géographiques se conjuguent pour exclure les enfants du système éducatif. Il y a exclusion lorsque les établissements ne considèrent pas les familles comme des partenaires, lorsque les administrations scolaires ne soutiennent pas leurs enseignants et lorsque les pouvoirs publics ne mettent pas en œuvre des politiques favorables à l'enfance. Les décideurs nationaux ayant tardé à s'intéresser aux activités parallèles d'enseignement, ce sont les organisations non gouvernementales qui assurent l'essentiel de la scolarisation des enfants concernés. Pour obtenir de réels progrès, il faut cependant instaurer des partenariats plus efficaces entre les organisations non gouvernementales, les communautés locales, les parents et les pouvoirs publics.

Compte tenu de la baisse des taux de natalité, la population mondiale d'âge scolaire pourrait n'augmenter que de 9 millions d'enfants au cours de 15 prochaines années, mais avec des divergences considérables dans les évolutions observées d'une région à l'autre. En Asie de l'Est, cette population diminuera de 22 millions de personnes en raison du fléchissement des taux de fécondité. En Afrique subsaharienne, en revanche, elle augmentera de 34 millions. Si l'on ajoute à ce chiffre les 46 millions d'enfants non scolarisés en 1998, c'est donc pour 80 millions d'enfants supplémentaires qu'il faudra, dans les 15 prochaines années, construire des établissements scolaires, former des enseignants et fournir des ouvrages scolaires. L'Asie du Sud, le Moyen - Orient et l'Afrique du Nord sont confrontés à une situation toute aussi délicate.

Face à de telles perspectives d'évolution, il est d'autant plus urgent d'améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs. Aujourd'hui, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, environ deux élèves sur trois seulement arrivent en 5^{ème} année d'études. Du point de vue de l'efficacité, il en résulte que pas moins d'un tiers des ressources des systèmes scolaires sont consacrées à des redoublants ou à des élèves en décrochage scolaire. En fait, sur les 96 millions d'élèves entrés pour la première fois à l'école en 1995, un quart risquent d'abandonner avant d'être parvenus en 5^{ème}. Les écoles doivent davantage tenir compte des besoins des nombreux élèves ordinaires et sous performants, si elles veulent être véritablement ouvertes et accessibles à tous.

Objectif 3: progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en éliminant les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005

Dans de nombreux pays en développement, les filles ne vont pas à l'école pour la simple raison qu'elles sont les filles et qu'elles doivent travailler. Des bébés meurent parce que leurs mères sont incapables de lire la notice du médicament qui les sauverait. Souvent, les parents retirent leurs filles de l'école à la puberté, par crainte d'une grossesse non désirée, et les faire marier très vite

Tel est le sort des filles dans de nombreux pays en développement : elles continuent d'être systématiquement désavantagées par rapport aux garçons du seul fait de leur sexe. Sur les 110 millions d'enfants non scolarisés dans les pays en développement, 60% environ sont des filles. La disparité entre garçons et filles demeure flagrante en dépit du fait que l'éducation des femmes et des filles figure aujourd'hui parmi les préoccupations des gouvernements dans la plupart des pays en développement et que le nombre de filles fréquentant l'école primaire a augmenté de 44 millions par rapport à 1990.

L'éducation peut changer la vie d'une fille, pas seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan humain. Comme l'a déclaré Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, c'est une politique de développement social qui est efficace, et produit des résultats immédiats dans les domaines de la planification familiale, de la nutrition, de la santé, de la productivité, et aussi de la participation des populations à la vie sociale et politique. Lors du Forum mondial sur l'éducation tenu en avril 2000 à Dakar, les Nations Unies ont annoncé le lancement d'une initiative pour l'éducation des filles qui se déroulera sur dix ans, et dont l'objectif est d'amener les principaux pays concernés à se doter dès 2001 d'un plan d'action national visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et prise en compte de la problématique homme - femme dans tous les aspects de l'éducation. Cette initiative devrait aider les pays à dégager des fonds pour l'éducation des filles en les aidant à tirer le meilleur parti possible de la coopération pour le développement, de l'action gouvernementale et de la réforme de l'enseignement. On espère que d'ici 2015 tous les enfants du monde garçons et filles pourront achever une scolarité primaire et que tous garçons et filles auront accès dans les mêmes conditions à tous les niveaux de l'enseignement. L'écart entre le taux de scolarisation des garçons et des filles reste inacceptable. Les gouvernements sont de plus en plus conscients de la nécessité de répondre de façon équilibrée aux besoins d'éducation des filles et celui des garçons. Le gouvernement égyptien est en train d'intégrer dans son système d'enseignement officiel un concept efficace d'écoles sensibles à la situation particulière des

filles, l'enseignement est dispensé par des femmes, selon des méthodes actives et dans des classes centrées sur les enfants. En Chine, dans le district de Mashan, les villages et les familles qui font véritablement des efforts pour scolariser les filles sont prioritaires pour l'attribution de prêt ou de fonds de développement. En Tanzanie, une initiative prometteuse vise à aider les filles à exprimer elles - mêmes leurs problèmes et à rechercher les moyens de surmonter les obstacles qui entravent leur épanouissement, au sein de la collectivité et sur le plan scolaire. Dans d'autres pays, les filles plus âgées servent de répétitrices aux plus jeunes pendant leur temps libre.

Les problèmes scolaires ne sont toutefois pas l'apanage des filles. Il arrive, en effet, que des parents retirent leurs fils de l'école et les obligent à travailler pour améliorer les revenus de la famille. A la Jamaïque, le taux d'abandon en cours d'études est plus élevé pour les garçons que pour les filles. Le gouvernement étudie les moyens de remédier efficacement à cet état de fait.

> **Démarginaliser la problématique homme - femme**

On n'insistera jamais assez sur l'importance que revêt la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les objectifs internationaux de développement sont certes tous interdépendants les uns des autres, mais certains d'entre eux, notamment ceux concernant la réduction de la pauvreté, l'amélioration des niveaux d'instruction et l'abaissement de la mortalité maternelle, ont peu de chances d'être atteints si ne s'opèrent pas, en parallèle, un renforcement des moyens d'action des femmes et l'instauration d'un rapport de force plus égalitaire entre les sexes. Dans de nombreux pays, les femmes souffrent de discrimination qui les empêche de sortir de la pauvreté et de l'illettrisme et de se soigner correctement, qui se ressentent sur les conditions de vie de leurs enfants ; bref qui entraînent un gaspillage de ressources potentiellement productives. La question est de savoir comment atténuer, à tout le moins, cet état de fait. La prise en charge systématique de la problématique homme - femme constitue un moyen de susciter les transformations souhaitées. L'objectif est en l'occurrence de renforcer les processus propres à favoriser l'autonomie des femmes, d'abord par des programmes et des stratégies visant à éliminer les discriminations, ces dernières leur donnent (ou aux hommes si ce sont eux qui sont désavantagés) des capacités et des possibilités accrues de s'en sortir, et aussi par la diffusion d'informations et des actions de formation et de sensibilisation, destinées à susciter une prise de conscience de leurs droits. Il faut privilégier les initiatives de nature à aider les femmes et les hommes à devenir les instruments de leur propre développement et de leur propre démarginalisation. Dans le nord du Cameroun, par

exemple à été lancé un projet de culture du riz par irrigation ; or, en raison du manque d'intérêt manifesté par les agriculteurs, le tiers environ des superficies affectées à ce projet est resté en friche. Faute d'avoir procédé à une analyse des sexospécificités, les concepteurs du projet n'étaient pas à la rémunération du travail. Aucune terre n'a donc été attribuée aux femmes, qui étaient supposées travailler dans les champs de leurs maris. Or, le droit coutumier veut que les maris rétribuent leurs femmes pour le travail qu'elles accomplissent dans les champs de riz mais de nombreuses femmes, estimant insuffisante la rétribution qu'elles allaient aussi recevoir, ont réduit le temps qu'elles consacraient à la culture du riz, de sorte que de bonnes terres, qui auraient pu être cultivées, sont restées inexploitées.

La prise en compte de la problématique homme -femme doit être assurée à tous les stades de la mise en œuvre, y compris dans le suivi et l'évaluation des activités. Il n'est pas toujours aisé de chiffrer les résultats des efforts de promotion de l'égalité, et des informations de caractère qualitatif peuvent se révéler très utiles. L'expérience montre qu'une action en faveur du développement prend en général mieux en compte les besoins et les possibilités particuliers des hommes et des femmes lorsqu'elle s'appuie sur une analyse préalable des effets qu'elle risque d'avoir. Cela implique que soient étudiés les besoins, les attentes et les compétences des intéressés, puis qu'on s'applique à déterminer en quoi tel ou tel activité, projet ou programme pourrait contribuer à accroître ou à réduire l'éventail de leurs possibilités, leur compétences, leurs connaissances, leurs revenus ou leur niveau de bien-être. Une même activité peut fort bien avoir des retombées positives pour une catégorie de la population et négatives pour une autre. Se pose alors un dilemme qui appelle une décision, ou bien il faut opérer des ajustements de telle sorte que l'activité profite plus également aux différentes catégories. Parmi les catégories les plus évidentes qu'on puisse distinguer dans la population figurent les femmes d'un côté et les hommes de l'autre. Veiller à ce que les hommes et les femmes tirent un avantage égal de l'action engagée implique aussi l'analyse des sexospécificités dans les déclarations gouvernementales, la formulation des politiques, la législation, l'affectation des ressources, etc. Plusieurs pays, dont les Philippines, la Jamaïque et l'Afrique du Sud, ont élaboré des stratégies d'intégration de la problématique homme -femme, et celles - ci semblent porter leurs fruits. Les taux d'alphabétisation y sont en hausse, même si cette dernière reste peu marquée, et le nombre de femmes travaillant dans la fonction publique et occupant des postes de responsabilité dans les entreprises y est en augmentation. Sans doute ces cas font - ils exception, mais ils constituent un début. L'importance c'est de savoir que les stratégies d'intégration peuvent donner des résultats, ne serait ce que parce que la prise en compte du point de vue des femmes comme de celui des hommes devient ainsi une

composante normale du processus de décision, au niveau aussi bien de la conception, que de la mise en œuvre et du suivi. Cela dit, en dépit de toutes les vertus qu'elle peut présenter pour remédier aux inégalités entre sexes, l'intégration de la problématique homme-femme n'est pas chose aisée à faire entrer dans les mœurs. Dans la pratique, un certain nombre de conditions doivent être remplies pour qu'elle s'opère. Il y faut en particulier l'adhésion expresse des dirigeants (ministres de la coopération pour le développement et responsables des organismes d'aide, ministres des pays en développement) à une stratégie bien définie et efficacement portée à la connaissance de tous. La création de ministères de la condition féminine, l'élaboration des directives prévoient le recours à l'analyse des sexospécificités dans la formulation des politiques (Afrique du Sud), l'insertion de dispositions spécifiques dans les textes régissant l'organisation des élections (Inde), l'adoption de lois sur l'égalité des droits des femmes en matière de travail et d'emploi (Philippines) sont autant des mesures qui contribuent à institutionnaliser l'intégration de la problématique homme femme. Elles sont en outre d'autant plus constructives qu'elles s'accompagnent de campagnes d'information destinées à mettre en évidence les bienfaits de l'égalité pour l'économie dans son ensemble et pour les conditions de vie de tout un chacun. Pour faire avancer les choses, il est utile de pouvoir compter sur un réseau d'intéressés qui soient à même de partager connaissances, données d'expérience et pratiques exemplaires au moyen d'instruments tels que l'Internet ou des portails électroniques. Ce genre de réseau ne naît pas spontanément, mais on est parfois surpris de la rapidité avec laquelle se nouent des partenaires entre instances intéressées de la société civile administration, entreprises ONG, une fois le processus amorcé. Encore faut-il que les groupes ainsi constitués sachent ce qu'ils veulent et comment l'obtenir. Les dirigeants politiques peuvent à cet égard jouer un rôle majeur, en dotant leurs fonctionnaires des compétences dont ils ont besoin pour recenser les problèmes et concevoir des moyens d'y remédier. Ils peuvent aussi encourager le secteur privé à faire de même. On fait par ailleurs mettre en place des dispositifs de notification, permettant une évaluation et un suivi permanent et transparent. Tout cela ne peut bien sûr fonctionner sans ressources financières. C'est en général là que les choses se compliquent (et que les donateurs peuvent sans aucun doute apporter une contribution utile), mais le rendement à attendre, du point de vue de l'amélioration de la condition de la femme et de la vie sociale, de la réduction de la pauvreté et de stimulation de pans entiers de l'économie, fait que l'investissement en vaut la peine. Cela étant, les filles sont globalement défavorisées par rapport aux garçons, et il y a encore beaucoup à faire pour mettre fin à cette situation, surtout en Afrique et en Asie du Sud. Ce dernier, une petite fille de six ans eut espéré, en moyenne, aller à l'école pendant six ans, soit

trois ans de moins qu'un garçon du même âge. La situation est pire encore pour les petites filles des zones rurales ; elles ont trois fois plus de risques de devoir abandonner leurs études que les garçons vivant en urbain. Et la discrimination est renforcée dans les classes mêmes : des études ont montré que les enseignants, hommes ou femmes, sont enclins à accorder plus d'attention aux garçons. C'est là une tendance contre laquelle les programmes de sensibilisation aux questions d'égalité homme - femme s'efforcent aujourd'hui de lutter. Les croyances et pratiques traditionnelles sont souvent à l'origine de la discrimination dont sont victimes les filles : on attend d'elles qu'elles restent à la maison pour contribuer au bien - être de la famille en travaillant et en s'occupant de leurs frères et sœurs et du ménage. Le poids de ces croyances et l'impossibilité d'améliorer leurs revenus et leur bien - être par d'autres moyens conduisent souvent les parents à se méfier du système éducatif ou à se dire qu'ils n'ont pas d'autres choix. Les études montrent que les filles dont la mère est instruite ont plus de chance d'aller à l'école que les autres L'UNESCO souligne que toute initiative doit chercher à toucher aussi bien les filles que les mères. Cette approche a donné des résultats au Mali, en milieu rural : on a lancé une campagne, dans les villages, qui consiste à associer les femmes à des activités d'alphabétisation et à des activités rémunératrices, et cela commence à modifier les attitudes traditionnelles à l'égard des femmes et des filles.

Objectif 4: réduire des deux tiers les taux de mortalité infantile et juvénile entre 1990 et 2015

Aujourd'hui, dans les pays en développement, près de 30 millions d'enfants ne sont pas protégés par les vaccins courants. Onze millions d'enfants meurent chaque année avant l'âge de cinq ans, la plupart des causes sont évitables. Le taux de mortalité des moins de cinq ans, l'un des meilleurs indicateurs du progrès social, a diminué d'à peine 5% dans les années 90. Ces progrès ne sont pas suffisants.

La plupart des pays n'investissent pas assez dans le bien - être de leurs enfants. Les gouvernements des pays en développement consacrent en moyenne moins de 15% de leur budget national aux services sociaux de base, soit quelque 150 milliards de \$. De leur côté, les pays industrialisés affectent en moyenne à ces services environ 11%, 4 milliards de \$ de leur aide ciblée. Ce n'est pas assez. Il faudrait augmenter le budget consacré aux services sociaux de base au niveau mondial de 100 milliards de \$ par an environ pour permettre à tous les enfants de prendre un bon départ dans la vie. Ce montant peut apparaître élevé, mais il ne représente pourtant que 0,33% du revenu mondial total. Les perspectives de survie des enfants s'améliorent, mais trop lentement.. Bien que l'objectif de réduire de la mortalité infantile

nécessité des ressources relativement modestes, sa réalisation est loin d'être acquise. Car des facteurs plus complexes interviennent. Investir davantage dans la santé des enfants est une chose, mais instaurer l'équité et l'efficacité nécessaire pour que cet investissement porte ses fruits en est une autre. C'est en partie une question de gestion, mais aussi de lutte contre les grands fléaux que sont notamment l'épidémie de VIH/Sida, la malaria, les maladies diarrhéiques et la pneumonie, autant de maladies pour lesquelles il faut développer des vaccins. Quand on ajoute à cela les conflits armés et le poids écrasant de la dette, on comprend que la lutte contre la mortalité infantile ne se résume pas à une simple question de budget. Quelques solutions relativement simples peuvent être mises en œuvre. Comme indiqué précédemment, l'éducation, des filles en particulier, joue un rôle capital. De plus, les risques de mortalité chez les moins de cinq ans et de malnutrition infantile sont étroitement liés au niveau d'instruction de la mère ; un enfant court deux à trois fois de risque de souffrir de malnutrition ou de mourir avant cinq ans si sa mère est illettrée que si elle a un niveau d'éducation primaire. Il existe également une relation entre le niveau d'instruction et le succès dans la lutte contre VIH/Sida. Dans plusieurs pays africains, les taux d'infection par le VIH diminuent rapidement chez les personnes instruites. Même dans les pays les plus touchés par cette épidémie, où les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ont augmenté dans les années 90, le risque de mortalité prématurée chez les enfants dont la mère est allée au-delà de l'école primaire a diminué. En simplifiant, on peut dire que l'éducation offre une certaine protection contre l'infection par le VIH et d'autres maladies mortelles pour les enfants. L'accentuation des disparités de niveau et de taux de mortalité est le reflet des inégalités de revenu croissantes entre riches et pauvres observées dans de nombreux pays. Ces inégalités font de nombreuses victimes parmi les enfants, qui forment un groupe particulièrement vulnérable. Une augmentation modeste du budget global et quelques mesures imaginatives dans les domaines éducatifs et sociaux permettraient de faire reculer considérablement la mortalité prématurée dans les pays en développement.

Objectif 5: réduire de trois quarts les taux de mortalité liée à la maternité entre 1990 et 2015

En 1991, plus de 500 000 femmes sont mortes pendant une grossesse ou un accouchement et des millions d'autres sont tombées malades et n'ont pas été soignées. Quel que soit l'ampleur de ce problème, il n'est sans doute pas aussi difficile à résoudre qu'on le pense généralement. Les complications de la grossesse entraînent 514 000 décès chaque année, dont la très grande majorité dans les pays en développement. Pour chaque femme qui meurt, beaucoup d'autres présentent des pathologies dont elles gardent des séquelles parfois à

vie. L'absence de soins qui peut entraîner le décès des femmes compromet aussi la santé et la survie des nourrissons ou des enfants qu'elles laissent derrière elles.

Les décès dûs à la grossesse ou à l'accouchement ne sont pas des décès comme les autres dans les pays en développement. Ils frappent surtout les jeunes femmes, non pas à l'issue d'une maladie, mais au cours de ce qui est ou devrait être un processus naturel et normal. La survie de l'humanité est assujettie au renouvellement des générations ; la société doit donc veiller à ce que les grossesses et les accouchements soient sans risque pour les femmes. Dans le monde développé, le taux de mortalité maternelle se situe en moyenne autour de 21 décès pour 100 000 naissances vivantes. En revanche, dans les pays en développement, il est près de vingt fois supérieures avec 440 décès pour 100 000 naissances vivantes. Le risque de décès maternel est particulièrement élevé en Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Asie du Sud - Est. Dans certaines régions, de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest par exemple, ce taux peut atteindre jusqu'à 1 000 décès pour 100 000 naissances vivantes. Autrement dit, une femme africaine sur 16 risque de mourir de causes liées à une grossesse, contre une femme sur 2 500 dans les pays développés. Dans ce domaine, l'écart observé entre pays riches et pays pauvres est particulièrement marqué, bien davantage que dans celui de la mortalité juvénile. Les décès liés à la maternité peuvent être évités grâce à des mesures simples, efficaces et économiques. Infections, hémorragies et avortements pratiqués dans des conditions dangereuses pour la santé sont à l'origine de la majorité des décès. Or, les actes qu'appellent tous ces traumatismes sont souvent à la portée de tout agent sanitaire possédant une formation de sage-femme. Les soins que nécessitent une infection, un choc, une hémorragie et des convulsions ou des actes de chirurgie comme l'accouchement par césarienne, ne requièrent pas de matériels de pointe, ni de médicaments coûteux. Il existe un lien étroit entre les niveaux de mortalité maternelle et la proportion d'accouchements assistés par du personnel sanitaire qualifié. De ce fait, cette dernière constitue un indicateur précieux pour suivre les progrès réalisés dans le sens d'une réduction de la mortalité liée à la maternité. Dans l'ensemble, un peu plus de la mortalité des accouchements bénéficient de l'assistance d'un agent sanitaire qualifié ; dans la plupart des autres cas, les mères ne peuvent compter que sur l'idée des parents ou d'accoucheuses traditionnelles ; cela dit, des millions de femmes doivent se débrouiller seules. Les femmes pauvres ont beaucoup moins de chances que les femmes riches de pouvoir obtenir l'assistance d'une personne qualifiée ; le risque de ne survivre à l'accouchement est donc plus grand pour elles. L'objectif de développement fixé dans ce domaine vise à changer cet état de fait en portant à 90% pour 2015 la proportion d'accouchements assistés par des professionnels qualifiés dans les régions, où ce type de

service n'est aujourd'hui pas encore systématique. C'est un tâche extrêmement difficile et les avancées obtenues au cours des dix dernières années sont relativement modestes: le nombre d'accouchements assistés par du personnel qualifié a en effet augmenté de moins de 1% par an entre 1988 et 1998. De grands progrès ont été enregistrés dans ce domaine dans certains pays, notamment la Bolivie, l'Égypte, l'Indonésie et le Maroc ; en Afrique subsaharienne, par contre, la situation s'est détériorée. Cette tendance inquiétante est souvent due à des facteurs qui empêchent les femmes d'avoir accès aux soins nécessaires, par exemple le coût élevé des services et des médicaments, les difficultés et le coût du transport, et la méfiance à l'égard des services qui sont fournis. Dans de nombreuses régions, les accouchements se font encore.

Réduire la mortalité liée à la maternité n'appelle pas nécessairement un développement économique. Environ trois dollars par personne et par an souffraient dans les pays à faible revenu pour fournir les services essentiels et venir à bout de ce problème. Cela permettrait d'assurer la présence d'une personne qualifiée lors de chaque accouchement, l'accès des mères et des nourrissons aux soins obstétricaux de base en cas de complications, les services d'information et de planning familial indispensables pour éviter les grossesses non désirées et les avortements pratiqués dans des conditions dangereuses pour la santé. Aucun pays n'est pauvre au point de ne pouvoir prendre les mesures de base indispensables. Aucun pays ne peut se permettre de ne pas consacrer une partie de ses ressources et de son énergie à la recherche des moyens permettant d'assurer aux femmes des grossesses et des accouchements sans risque car, comme d'autres sections de ce chapitre le montrent, ne pas tenir compte des besoins des femmes, c'est favoriser la pauvreté et priver les générations futures d'un avenir meilleur. Ce n'est pas la richesse des pays qui est en cause mais leur volonté d'agir. La Chine, le Cuba, l'Iran, la Malaisie et le Sri Lanka ont tout été capable de faire baisser considérablement la mortalité liée à la maternité par une affectation judicieuse des ressources. Les décideurs, que ce soit au niveau politique, économique, social, religieux ou dans les foyers pour l'essentiel des hommes doivent prendre conscience du fait que la grossesse et l'accouchement peuvent et doivent présenter moins de risque. Après tout, c'est le fondement même de leurs sociétés qui en dépend.

Objectif 6: mettre les services de santé en matière de reproduction à la disposition de tous ceux qui en ont besoin d'ici à 2015

Des progrès ont été accomplis ces dernières années dans le domaine de la santé génésique, mais étant donné l'augmentation, dans les pays pauvres, du nombre de personnes en âge de procréer, la difficulté consistera au cours de la décennie avenir à préserver et à consolider ces acquis. On accorde aujourd'hui une attention accrue à la qualité et à l'éventail

des services offerts, en s'efforçant notamment d'élargir la gamme des moyens de contraceptions proposés, afin de répondre aux besoins des femmes, des hommes et des adolescents. Les services de santé en matière de reproduction fournissent aux femmes et aux hommes les connaissances dont ils ont besoin pour protéger leur santé et celle de leur famille. Ces services couvrent la planification familiale, les soins pré et post - natals, la prévention et le traitement des maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH / Sida, et la promotion d'initiatives visant à décourager les pratiques dangereuses pour les femmes, comme les mutilations génitales. La nécessité d'intégrer ces services au réseau de soins primaires et de leur donner la priorité quand des efforts de réforme et de décentralisation sont entrepris est de mieux en mieux comprise. Prenons l'exemple de la République islamique d'Iran. En 1989, ce pays a adopté un programme national de planification familiale qu'il a intégré à son vaste système de soins primaires. Ce programme a permis d'améliorer l'accès à la contraception et aussi d'accroître les possibilités de choix en matière de méthodes contraceptives. Suite à la Conférence internationale du Caire (1994) sur la population et le développement (CIPD), le programme a été étendu à d'autres éléments de la santé génésique. Cette stratégie a porté ses fruits : entre 1989 et 1997, le taux d'utilisation de méthodes contraceptives par les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans est passé de 49 à 73% en Iran. Mesurer l'accessibilité aux services de santé en matière de reproduction est loin d'être aisé, car il faut à la fois tenir compte de critères comme la proximité des lieux où ces services sont dispensés, le type de services proposés et leur coût, et voir dans quelle mesure les femmes se sentent libres d'utiliser les services existants. La contraception illustre bien ce problème. Son utilisation a progressé dans toutes les régions durant les années 90, mais les pays d'Afrique, et en particulier les plus pauvres d'entre eux, accusent dans ce domaine un net retard par rapport au reste du monde. Le développement de l'usage des contraceptifs est bien sûr une question d'accessibilité et d'information, mais les relations entre les sexes et l'équilibre des forces au sein des couples est également des facteurs importants. La santé génésique repose aussi sur la faculté des hommes d'adopter un comportement sexuel responsable et de se montrer respectueux des droits et de la santé de leurs partenaires. L'équilibre des forces étant souvent lié à la culture et aux traditions, l'éducation peut jouer à cet égard un rôle déterminant.

> **Les problèmes des adolescents**

Un autre défi de taille consiste à améliorer l'accès des adolescents à l'information et aux services de santé en matière de reproduction. On dénombre actuellement plus de 1,1 milliard de jeunes âgés de 10 à 19 ans, soit l'effectif le plus important jamais atteint dans cette tranche d'âge. Bon nombre de ces adolescents ne sont pas scolarisés et n'ont ni travail, ni

loisirs. Beaucoup vivent dans le plus complet dénuement ; en outre, une grande partie de ces jeunes n'ont pas suffisamment conscience des dangers auxquels ils sont exposés, n'ont pas les moyens de se protéger eux - mêmes et sont prêts à prendre des risques qui peuvent leur être fatals. A l'échelle mondiale, plus de 14 millions d'adolescents donnent chaque année naissance à un enfant. Une forte proportion de grossesse n'est pas désirée, et on estime à 4,4 millions par an le nombre d'avortements pratiqués sur des adolescents. Nombreux sont les adolescents qui courent un grave risque de contracter des maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH/Sida. A la fin de 1999, sur les 33,6 millions d'hommes, femmes et enfants qui étaient séropositifs ou atteints du sida, 95% étaient des habitants de pays en développement. Plus de la moitié des nouveaux cas d'infection par le VIH sont enregistrés parmi les jeunes de 15 à 24 ans. Seuls des programmes nationaux efficaces assortis d'une aide internationale suffisante permettront de lutter sérieusement contre la pandémie et de redonner espoir à des millions de personnes. L'usage des contraceptifs se répand dans toutes les régions. Ce constat a conduit la CIPD à formuler l'objectif suivant : faire en sorte que, pour 2005, au moins 90% des jeunes âgés de 15 à 24 ans aient accès à l'information, à l'éducation et aux services nécessaires pour mieux se protéger contre l'infection par le VIH. Le but est de réduire les taux d'infection par le VIH chez les jeunes de cette tranche d'âge dans le monde entier, et de 25% dans les pays les plus touchés. Pour y parvenir, il faudra non seulement un meilleur accès à des services de qualité en matière de santé de la production, mais aussi une transformation profonde des relations et comportements humains, une évolution des valeurs et des normes, etc. d'où l'importance des programmes d'éducation, formels ou non, et des campagnes d'information. Mais pour faire évoluer les comportements, il faut aussi l'appui des responsables politiques, religieux et locaux, qui doivent admettre la gravité de la situation.

Objectif 7 : appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2005, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales à l'horizon 2015.

Les activités basées sur les ressources naturelles, telles que l'agriculture, la sylviculture et la pêche, apportent aujourd'hui encore une contribution plus importante à l'économie des pays en développement que l'industrie ou les services. Et comme un grand nombre de pauvres au monde tire directement leur subsistance de ces activités, la dégradation de l'environnement les touche plus que d'autres. Les pauvres des pays en développement sont exposés à la pollution de l'air et de l'eau et sont très vulnérables aux effets de la désertification, de la perte de fertilité des terres ainsi qu'aux catastrophes telles qu'inondations et les glissements de terrain. Une meilleure gestion de l'environnement peut améliorer

directement leurs conditions de vie, accroître leur productivité et créer une dynamique propice à un développement durable. Sauvegarder l'intégrité des ressources naturelles clés est la condition préalable à l'amélioration du bien-être dans l'immédiat et à la préservation des activités productives des pauvres sur le long terme. Cela signifie notamment qu'il faut concilier les besoins des différents utilisateurs et empêcher que les pressions concurrentes sur des ressources de plus en plus rares ne dégénèrent en conflits violents. Lors de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement (CNUED), en 1992, les gouvernements se sont engagés à formuler et à mettre en œuvre des stratégies nationales axées sur le développement durable. Cinq ans plus tard, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, un sentiment d'urgence croissante a conduit les gouvernements à fixer en 2002 la date butoir pour l'introduction de ces stratégies dans tous les pays. Dans la stratégie de coopération pour le développement énoncé par l'OCDE dans *Le rôle de coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle, les pays donateurs s'engagent, à aider* les pays en développement à respecter cette date butoir. Il n'existe pas de stratégie unique de développement durable. Chaque pays doit arrêter la sienne en fonction de ses priorités économiques et sociales, de ses valeurs culturelles, de ses institutions et de ses structures politiques. Par ailleurs, la diversité des problèmes environnementaux auxquels sont confrontés les différents pays, avec leurs caractéristiques géographiques, écologiques et climatiques propres, rend indispensable une approche au cas par cas. L'introduction d'une stratégie de développement durable n'implique pas nécessairement la mise en place de nouveaux processus, de nouveaux plans ou de nouvelles institutions. Tel ou tel pays pourra mener une politique et avoir mis en place des mécanismes institutionnels qui favorisent le développement durable par exemple parce que les plans de développement industriel doivent prendre en compte les conséquences à long terme sur des ressources telles que l'air ou l'eau sans qu'il existe pour autant une stratégie officielle à l'appui du développement durable. A l'inverse, tel ou tel autre pays pourra s'être doté d'une stratégie officielle de développement durable et ne pas la mettre en œuvre. Il n'est pas facile de déterminer si un pays possède ou a entrepris de mettre en place les éléments constitutifs d'une stratégie de développement durable, autrement dit s'il est à même de cerner les principaux facteurs de nature à freiner ou à favoriser son développement, de mobiliser les acteurs publics et privés autour des objectifs communs et d'intégrer les considérations de durabilité dans sa politique de développement. Les Philippines constituent un bon exemple de ce point de vue. Après le Sommet de Rio, en 1992, ce pays a en effet institué un conseil pour le développement durable. Le gouvernement, la société civile et le monde des affaires se sont mobilisés autour d'un objectif commun :

supprimer l'utilisation de l'essence au plomb pour avril 2000. Les grands axes de l'action à mener sont exposés dans un document intitulé « Philippine Agenda 21 ». Certaines grandes entreprises ont pris des initiatives visant à instaurer des modes de production plus respectueux de l'environnement telles que la réutilisation des sous - produits, la réduction des émissions de polluants et l'insertion de dispositions concernant l'environnement dans les conventions collectives avec les syndicats.

> **Suivi à l'échelon local et mondial**

Si nombre de problèmes environnementaux, tels que le changement climatique et la déforestation, ont à l'évidence une dimension planétaire, c'est généralement au niveau local, national ou régional que se font le plus sentir les effets des dommages causés à l'environnement. Les pénuries et la pollution de l'eau, l'érosion des sols, la dégradation de la forêt, des mangroves ou du récif corallien nuisent d'abord et avant tout aux communautés locales, qui y sont directement exposées. La plupart des indicateurs environnementaux rendent surtout compte de la situation qui prévaut au niveau local. La pollution de l'air, par région à l'autre d'un même pays. Par conséquent, se doter de moyens de contrôler l'état de l'environnement et l'impact des dégradations sur la vie des populations constitue une composante majeure des efforts que doit engager tout pays désireux de définir une stratégie de développement. Il n'en reste pas moins qu'il existe de bons indicateurs universels du développement humain auxquels une bonne stratégie de développement peut recourir. L'accès à une eau saine est l'un d'entre eux. Près de 20% de la population mondiale n'a que des sources d'approvisionnement non traitées pour satisfaire leurs besoins quotidiens en eau. Les citadins sont mieux lotis que les habitants des zones rurales, mais même l'eau courante fournie par les services de distribution municipaux peut être contaminée par des organismes pathogènes et des polluants industriels. Pour les populations qui n'ont pas accès à une eau saine, se procurer les approvisionnements strictement nécessaires est un combat journalier, avec la menace permanente de contracter une maladie véhiculée par l'eau. Un autre problème d'envergure mondiale est celui de la déforestation. Sans l'intervention de l'homme, la plupart serait en grande partie couverte de forêts. L'exploitation non écologique et les dégradations ont coûté à l'humanité des millions d'hectares de forêts, la privant des produits du bois et autres, économiquement essentiels, que peut procurer la forêt. Au début des années 90, quelque 17 millions d'hectares de forêt tropicale, quatre fois la superficie de la Suisse étaient mis à blanc tous les ans. A ce rythme, 5 à 10% des espèces que recèle la forêt tropicale auront disparu d'ici trente ans. Sans compter que la déforestation provoque une érosion des sols et un dérèglement de substance des peuplades de la forêt souvent des tribus indigènes qui comptent

parmi les populations les plus marginalisées et les plus vulnérables de la planète. Peu de progrès au niveau de l'approvisionnement en eau. L'utilisation (et la mésutilisation-) de l'énergie, avec les conséquences qui en découlent pour la qualité de l'air, est, elle aussi, un problème qui intéresse l'ensemble de la planète. Des ajustements sont nécessaires, principalement de la part des pays développés, afin de permettre une croissance plus rapide des pays en développement sans qu'il en résulte une nouvelle dégradation de la qualité de l'air ambiant. La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) vise à stabiliser le volume de dioxyde de carbone (et d'autres gaz à effet de serre) stocké dans l'atmosphère avant qu'il n'atteigne un niveau qui risquerait de dérégler le système climatique mondial. L'instauration progressive de modes de développement économique respectueux du climat dépendra de la mesure dans laquelle la croissance économique pourra être libérée de sa sujétion à l'utilisation d'énergie. Les pays à haut revenu utilisent l'énergie de manière plus efficace et emploient des technologies plus propres, mais au total, le volume de leurs émissions est plus important. A mesure de leur développement, les pays pauvres parviendront sans doute aussi à améliorer leur rendement énergétique, c'est-à-dire à produire davantage de biens et de services à partir d'une même quantité d'énergie. Il n'en reste pas moins que l'économie totale d'énergie résultant des gains d'efficacité sera plus que compensée par l'accroissement de la consommation totale. En conséquence, si les pays pauvres se consentent d'adopter le modèle en vigueur aujourd'hui dans les pays à haut revenu, leur consommation totale d'énergie continuera d'augmenter et, avec elle, leurs émissions de gaz à effet de serre. Le rendement énergétique augmente généralement avec la croissance. Fort heureusement, les mesures visant à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, par exemple par l'amélioration du rendement énergétiques dans les transports de l'industrie, recourent à celles qui contribuent à atténuer la pollution à l'échelon local. Cela vaut pour les pays riches qui émettent le plus de dioxyde de carbone comme pour les pays en développement. La solution à long terme au problème du changement climatique passe par une transformation radicale des modèles de consommation d'énergie, dans les pays développés comme dans les pays en développement, afin de rompre la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Un tel changement de cap exige une ferme volonté politique et une coopération mondiale, et appelle des innovations sur les plans institutionnel, technique et social.

PARTIE III
RESULTATS ET PERSPECTIVES

III-1/ RESULTATS

Dans le cas de Madagascar, tout au début de la lutte contre la pauvreté des exclus et pour leur réintégration social, l'Association Humanitaire Akamasoa a été particulièrement soutenue par seulement quelque partenaire dont : l'Ambassade de Canada, l'Ambassade de Suisse et Médecin Sans Frontière (MSF). Et a tout de volontaires et bénévoles Akamasoa, enseignants, médecins, responsable ainsi qu'à toutes les familles qui y croient et qui luttent encore au jour de jour contre la pauvreté.

Au fur et à mesure les actions d'Akamasoa ainsi que leurs des partenaires sociaux se sont révélées sérieuse et efficaces. Dans le domaine du travail :

Voilà pourquoi l'Association Akamasoa est très exigeant envers ses membres, quant respect du travail car le travail constitue une condition **sine** que non de la longévité.

L'Association Akamasoa a avancé en premier les activités créatrices d'emploi. Et à l'exception des grands malades, personne ne peut être arrêté chez Akamasoa, sans consentir à travailler, moyennant une rémunération notamment espèce, et partiellement en nature parfois.

Et pour cela, il y a un éventail d'activité rémunératrice proposée à tous les membres, de l'Association Akamasoa. A chacun et chacune d'en choisir suivant ses aptitudes physiques et intellectuelles. Et parmi ces différentes activités créatrices d'employeurs et génératrice de revenu, on peut énumérer quelques :

- Broderie
- Couture et confection
- Travaux de construction et de charpente
- Vente d'objets artisanaux,
- Menuiserie
- Atelier d'ouvrages métalliques
- Agriculture
- Education et enseignement (assistance d'institutrices et d'instituteurs) et peut citer que cela
- Education des enfants et des jeunes

Donner du travail aux membres adultes constitue effectivement une priorité pour l'association Akamasoa.

Mais cela ne suffit pas pour assurer une base solide à cette société. Voilà pourquoi, l'éducation et la formation des enfants et de jeunes se trouvent également parmi les priorités dans les actions humanitaires d'Akamasoa, conformément au projet de société qu'elle sert donnée.

En effet, le recensement mis à jour en 1999 fait état de 11 000 enfants, dont 8000 scolarisés de la Maternelle jusqu'en seconde, pour l'ensemble des sites Akamasoa.

Manantenaso, **Andralanitra**, puis **Mahatsara**, dans la commune d'Ambohimangakely, à l'est de la capitale malgache ;

Et Antolojanahary, dans la région d'Ankazobe, sur la route Nationale 4, vers Mahajanga.

L'Association d'Akamasoa a fait l'objet de création centre scolaire au service de plusieurs régions de Madagascar.

D'autres cadres éducatifs mis en place :

L'Association Akamasoa a mis en place d'autres cadres éducatifs en plus du cadre scolaire proprement dit.

Les 8 portes et les loisirs font effectivement partie des cadres adoptés par Akamasoa pour éduquer les enfants et les jeunes à se donner une vie toujours plus disciplinée, pour leur propre bien et pour le respect des autres.

C'est pour cela que des terrains de sport ont été successivement construits dans les différents villages : des terrains réglementaires de Basket, de Foot et de Hand -Ball, etc..

Bibliothèque et culture

Vers la fin de l'année 1998, l'aménagement de cette Bibliothèque de la région Andralanitra était en phase de définition. Des cartons de livres scolaire usagés en français étaient déjà sur place, en ce moment-là. A titre de dons, ils venaient notamment de la Mission française de coopération et d'Action Culturelle et de différents collèges de la Réunion.

Avec cette Bibliothèque, en effet, Akamasoa compte aider différentes catégories de gens à se cultiver : les enfants et les jeunes en formation tout d'abord, mais aussi le personnel enseignant, ainsi que le personnel administratif et médicale.

Le logement : expression de la dignité :

Avoir un logement en effet, c'est avoir un « chez-soi » un lieu où l'on peut se sentir à l'aise et en sécurité d'après l'association Akamasoa à Madagascar. Le Père Pedro est

convaincu que l'accès au logement est un droit humain fondamental, dont l'Etat malgache doit s'occuper sérieusement, au-delà des discours de certains dirigeants et politiciens. Les sans abris d'akamasoa eux même étaient invités à construire leurs logement. Des logement provisoires, certes, mais plus salubres et plus dignes de la nature humaine. La priorité était à la construction des édifices communautaires plus adéquats, comme les crèche pour les petits enfants, les Ecoles et les dispensaires.

Et d'après les données statistiques en date du 30 Avril 1999, les 2382 maisons (1042 en dur + 1340 en bois et en terre battue) aboutent, en tout 3141 familles permanentes. Et c'est cet effectif membre des logements familiaux existants : soit 3141 logements à proximité du centre d'Accueil de Mangarivotra , à Manantenaso

La santé : une richesse indispensable :

De débuts de 1989-1990, l'Association Akamasoa s'est toujours pèchés sur les problèmes de santé des marginalisés et des défavorisés, dont elle s'occupe.

Le père Pedro avait estimé urgent de commencer toute action tangible en faveur des exclus, pour les aider à recouvrer leur dignité humaine avec le promotion de leur santé.

Tout d'abord, lutter contre une certaine situation de famine et de malnutrition, en leur fournissant une alimentation suffisante, saine et nutritive .C'est la raison pour laquelle des demandes successives d'aide alimentaires, remise par le Père Pedro et l'Association Akamasoa auprès de différents donateurs, notamment de Union Européens , du programme alimentaire mondial (PAM) et de la SECALINE ou sécurité alimentaire Nutritionnelle et infantine. Le père Pedro à fait l'objet d'ouverture de dispensaire ou centre de santé de base et d'une cabinet dentaire, dans certaines régions ruraux de Madagascar. D'ou cette affirmation du père Pedro : la santé c'est la base de toute évolution normale de l'être humain. Une vision qui rejoint à juste dire la santé est donc pour l'être humain, une condition sine qua non de l'acquisition d'autre richesse, tout au long de son existence. Comme dans le commune rurale d'Alakamisy Ambohimana qui se trouve sur la route nationale n°7, à 30 km au sud d'Antananarivo et à 26 km avant d'arriver à Fianarantsoa -ville, se trouve un dispensaire Akamasoa qui est à la base de répondre aux besoins des santés des exclus défavorisés et démunis.

Quant à l'échelle internationale, la Malaisie, le Maroc et la République de Corée sont au nombre des quelques pays qui, en moins d'une génération, ont réussi à réduire de moitié le nombre de leurs habitants vivant dans la pauvreté. Au Bangladesh, Muhammad yunus a obtenu en octobre2006 le prix Nobel de la paix pour avoir crée la Grameen Bank, une

banque pour les pauvres et les exclus de la société. En Inde, les Etats de l'Haryana, du Kerala et du Penjabe ont obtenu des résultats fort semblables. Une douzaine d'autres pays dont le Botswana et Maurice sont de leur côté, parvenus à faire baisser d'un quart, voire plus, leur taux de pauvreté. L'expérience de ces divers pays a inspiré de nombreux ouvrages et pourrait se révéler riche d'enseignements pour d'autres pays. Après tout, si eux y sont parvenus, d'autres le peuvent aussi. Toute la question est de savoir comment. Des moyens d'expression et des choix pour les pauvres, une stabilité et une croissance économiques favorables aux pauvres, des services sociaux de base pour tous, l'ouverture aux échanges et à la technologie, et enfin l'affectation d'un volume suffisant de ressources au développement et la bonne utilisation de ces dernières, telles sont, comme on l'a vu précédemment, les cinq conditions dont *Un monde meilleur pour tous* recommande l'instauration pour faire refluer l'extrême pauvreté. Des moyens d'expression et des choix pour les pauvres. Le point de départ de la stratégie proposée est la démarginalisation des pauvres. Cela suppose d'ouvrir l'espace politique pour permettre aux pauvres de s'organiser. Cela implique aussi d'élargir l'éventail des possibilités offertes aux femmes et aux minorités en les encourageant à participer aussi pleinement que possible à la vie politique et à ses institutions. La démocratisation, qui gagne aujourd'hui un nombre croissant de pays, n'est pas seulement affaire d'élections. Elle doit contribuer à favoriser l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'ouverture de la société civile et la liberté de la presse, autant de facteurs qui rendent les gouvernements comptables de leurs promesses et de leurs actes. Donner au peuple des moyens d'action nécessite une adhésion aux principes de respect des droits de l'homme et de primauté du droit. Signer des traités est un bon moyen pour les pays de manifester leur adhésion à ces principes. La moitié des pays du monde ont aujourd'hui ratifié les six conventions relatives aux droits de l'homme, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la Convention sur les droits de l'enfant, contre un dixième il y a seulement dix ans. La démocratisation exige en outre l'élimination de la corruption. Un gouvernement honnête et attentif favorise et même incarne le développement humain. Donner au peuple des moyens d'action, tirer le maximum des ressources mises au service du développement et faire refluer la pauvreté, tout cela est indissociable de la mise en place d'institutions solides et efficaces, d'un renforcement des capacités administratives, de l'encouragement de la participation à l'échelon local et d'une amélioration de l'environnement dans lequel opèrent les entreprises.

> **Une croissance favorable aux pauvres**

La croissance économique ne garantit pas en soi la réduction de la pauvreté, même si elle est à l'évidence indispensable pour que cette dernière puisse s'inscrire dans la durée. Encore faut-il que cette croissance soit favorable aux pauvres, c'est-à-dire qu'elle crée pour ces derniers des possibilités d'activités rémunératrices, qu'elle les aide à exploiter leur potentiel productif et qu'elle leur permette de subvenir à tout les moins aux besoins essentiels de leurs familles. Cela implique de stimuler l'activité des petites entreprises, même informelles, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Le plus souvent, il faut à cet effet prendre des mesures visant à améliorer le régime des droits de propriété, les rapports de force dans les négociations, et l'accès au crédit, à la formation et aux nouvelles technologies. En résumé, une croissance favorable aux pauvres doit viser à réduire les inégalités en améliorant les possibilités offertes à toutes les catégories de la société, et surtout aux femmes démunies. La Chine et la Malaisie par exemple sont parvenues à instaurer à accélérer sensiblement la croissance favorable aux pauvres dans de nombreux autres pays, notamment dans les trente pays en développement dont le revenu réel par habitant est aujourd'hui inférieur à son niveau d'il y a 35 ans.

> **Des services sociaux de base pour tous**

Assurer la fourniture des services sociaux de base est bien sûr une composante essentielle de toute stratégie de croissance favorable aux pauvres et de développement à long terme. Au Sommet sur le développement social, qui s'est tenu à Copenhague en 1995, les dirigeants de la planète ont proposé, à titre indicatif, que 20% des dépenses budgétaires et des apports d'aide, respectivement, soient consacrés aux services sociaux de base. L'enveloppe budgétaire allouée à ces derniers a certes été accrue ces derniers temps dans de nombreux pays, par exemple la République dominicaine, le Guatemala, le Malawi et la Namibie, mais ce pourcentage n'est atteint que dans peu de pays en développement et par peu d'organismes donateurs. Il est pourtant urgent d'investir dans l'enseignement (en particulier dans l'instruction des filles, qui peut apporter beaucoup) ainsi que dans la mise en place de services de qualité, efficaces par rapport à leur coût, pour les pauvres dans les domaines des soins de santé, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la satisfaction d'autres besoins essentiels encore. Afin de couvrir le coût de ces services, une solution consiste à recourir à la fiscalité, laquelle doit avoir une base large, équitable et juste. En moyenne, les recettes fiscales effectives représentaient moins de 10% du produit intérieur brut (PIB) dans les pays à faible revenu en 1994 - 1998, contre quelque 20% dans les pays à revenu intermédiaire et

plus de 25% dans les pays à revenu élevé. Ce qu'il faut en l'occurrence c'est moins accroître les taux d'imposition qu'en améliorer le recouvrement des impôts.

> **L'accès aux échanges et à la technologie**

La mondialisation offre d'immenses possibilités aux pays en développement en leur permettant d'accéder au stock mondial de connaissances, à des technologies nouvelles de production des biens et services et aux marchés mondiaux. Plusieurs pays ont tiré profit de ces possibilités nouvelles, par exemple l'Inde qui est en train de s'acquérir une réputation dans le domaine des nouvelles technologies. Le champ de ces possibilités a encore été élargi par la forte baisse du coût des télécommunications depuis une vingtaine d'années, sans compter que la généralisation du téléphone cellulaire et l'Internet ont été une bénédiction pour, par exemple, les négociants ghanéens en cacao, qui doivent se tenir informés des cours mondiaux. Le transfert de connaissances et d'idées est fondamental pour le développement de n'importe quel pays, et il est essentiel de parvenir à raccorder l'ensemble de la société civile et des entreprises des pays en développement à ces réseaux prometteurs. Cela implique vraisemblablement de gros investissements dans les télécommunications et les réseaux de distribution d'énergie, mais les coûts ne cessent de diminuer et les nouvelles technologies (cellulaires en particulier) sont de plus en plus faciles à déployer.

> **Comblé le fossé numérique**

Acquérir la technologie n'est bien sûr pas le tout. Il est à l'évidence du devoir des pays à haut revenu d'abaisser les droits de douane et autres barrières commerciales qui frappent les importations en provenance des pays en développement, notamment de produits alimentaires et textiles. Les pays riches se doivent par ailleurs d'aider les plus pauvres à se forger les moyens de commercer efficacement, par exemple en les aidant à négocier avec leurs partenaires commerciaux et, si possibles, à atténuer leur dépendance à l'égard des produits de base. Pour tirer avantage de la libéralisation, les pays pauvres eux-mêmes doivent réduire leurs droits de douane et autres obstacles aux échanges, en particulier dans les secteurs dans lesquels ils ont une assez bonne chance de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et où l'ouverture à la concurrence mondiale serait incontestablement bénéfique en termes de capitaux et de croissance. Ils doivent rationaliser les systèmes régissant leurs courants d'importations et d'exportations et les mouvements de capitaux. Ils doivent aussi faire de leur mieux pour minimiser les facteurs d'instabilité en menant des politiques budgétaires et monétaires cohérentes qui contribuent, dans l'ensemble, à l'instauration d'une croissance favorable aux pauvres.

> **Une utilisation efficace et équitable des ressources**

Le développement nécessite des ressources financières. Une grande partie de ces dernières provient de l'épargne privée et une autre partie importante de l'épargne publique. Ce qui a simulé la croissance de nombreux pays d'Asie de l'Est, c'est le revenu élevé de leur taux d'épargne, lequel excédait dans de nombreux cas 30% du produit national brut (PNB). Dans de nombreux pays africains, en revanche, le taux d'épargne ne représente pas plus de 10 à 15% du revenu national, ce qui est insuffisant pour alimenter une croissance assez rapide pour extraire davantage de leurs citoyens de la pauvreté.

> **Les échanges prennent une importance grandissante**

Les ressources disponibles doivent être utilisées avec sagesse, pour financer des projets ouvrant des perspectives de développement à long terme et la fourniture aux pauvres de services essentiels, et non pour subventionner des services destinés aux riches, par exemple la construction d'un somptueux hôpital en plein centre d'une ville. Les dépenses affectés au développement seront d'autant plus rentables si le niveau des ressources, qu'il s'agisse des recettes fiscales et douanières ou des apports d'aide, est prévisible, grâce à un système efficace de recouvrement des impôts, et si les services publics ont les moyens de veiller à l'efficacité de leurs opérations.

Certaines régions n'ont quasiment d'autre source de financement extérieur que l'aide. Les apports de capitaux privés peuvent faciliter sensiblement les efforts de développement déployés à l'échelon national. Or, ces apports sont concentrés sur moins d'une vingtaine de pays en développement et certains d'entre eux, comme les concours obligatoires et les prêts bancaires, sont sujets à de brusques retournements ainsi qu'on a pu le voir lors de la crise asiatique à la fin des années 90. Les pays en développement doivent mettre en place des conditions de nature à inciter les investisseurs aussi bien étrangers que les locaux à effectuer des placements à long terme. C'est exactement ce que commencent à faire des pays comme le Mozambique et l'Ouganda, qui ont entrepris de rendre plus stable leur environnement politique et économique, et plus accueillant et plus favoriser les développement, en particulier dans les pays pauvres. Seuls le Danemark, la Norvège, les Pays - Bas et la Suède affectent à l'aide 0,7% de leur PNB, comme le prévoit l'objectif fixé par la communauté internationale (pour plus de précisions, se reporter au chapitre IV). Pire : la disposition à aider les pays en développement s'est affaiblie au cours des années 90. En cinq ans seulement, de 1992 à 1997, l'aide consentie par l'ensemble des pays Membres de l'OCDE a chuté de 0,33 à 0,22% de leur PNB collectif ; un terme a cependant été mis à cette tendance en 1998 et 1999. Les donateurs doivent accroître leur aide aux pays pauvres. Une accélération des allègements de dette est

également indispensable pour que soient atteints les objectifs de réductions de la pauvreté. L'aide, qui a fléchi dans les années 90, doit être notablement accrue, surtout dans les pays les plus démunis. Cela dit, les donateurs doivent aussi faciliter l'accès à leurs marchés, notamment en levant les droits de douane et les contingents appliqués aux produits en provenance des pays pauvres. Ils doivent en outre financer des programmes susceptibles de se révéler bénéfiques pour de nombreux pays, par exemple des recherches sur les vaccins contre les maladies tropicales. En fait, atténuer les souffrances humaines, réduire le nombre de conflits violents, préserver l'environnement et endiguer la propagation de fléaux d'envergure mondiale comme le VIH/Sida sont autant de clés qui ouvriront la voie à la croissance et à un recul de la pauvreté dans les pays les plus pauvres et les moins avancés.

III-2 - LES PERSPECTIVES

Plusieurs organisations non gouvernementales ont formulé de sévères critiques sur un monde meilleur pour tous, estimant qu'une attention insuffisante y est portée aux problèmes soulevés par les pratiques commerciales déloyales, la diminution de l'aide, l'inadéquation des allègements de dette, et le gouvernement des institutions financières internationales. Elles ont fait valoir qu'en l'absence de changements radicaux dans ces domaines, il serait illusoire d'espérer un recul sensible de la pauvreté. Elles jugent le rapport partial car, selon elles, il met trop d'accent sur les mesures que doivent prendre les pays en développement et pas assez sur les responsabilités et les engagements du monde industrialisé, engagements qui, à leurs yeux, n'ont pas été respectés.

Les partenariats doivent rêver une telle importance c'est - à dire partenariat entre pays en développement et pays à haut revenu, gouvernement, société civile et secteur privé, et entre des organisations internationales comme les Nations Unies, la Banque Mondiale, Le FMI et l'OCDE, lesquels se doivent de rester les animateurs d'une discussion et des débats ou ouverts sur les progrès de développement et les politiques en mettre en oeuvre dans ce domaines tout en veillant à ce que l'action effectivement entreprise soit à la hauteur des engagement souscrits. Le partenariat doit au contraire résulter une décision conjointe du Nord et du Sud d'œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs qui, à l'occurrence, suscite une adhésion sans pareil à l'échelle mondiale.

CONCLUSION

Depuis longtemps, le concept de la pauvreté est associé à la notion de dénuement matériel, auquel on a parfois tenté de remédier par le développement économique ou par d'autres politiques sociales visant à satisfaire les besoins fondamentaux. Dans les pays en développement (PED) comme l'Afrique Subsaharienne : le taux d'offre de travail féminin sont beaucoup plus faibles que ceux des hommes, et ne s'élèvent qu'à 40 à 60 pour cent de ces derniers.

Tout en reconnaissant que chacune de ces deux approches et les enjeux sociaux, sur le plan théorique, la référence à l'approche par les capacités fournissent un cadre analytique qui permet d'identifier les concepts de la pauvreté et l'exclusion sociale. Sur le plan empirique les chercheurs se sont, jusqu'à présent employé à comparer et opposer ce que chacune de ces approches préconisait et à voir dans quelle mesure elle expliquait la pauvreté. Ce faisant ils ont eu tendance à aborder ces approches isolément ou en minimisant le rôle de certains facteurs importants.

Les normes contemporaines en matière de pauvreté fondées par les « entrepreneurs sociaux », par exemple celles de la Banque Mondiale, les ONG, de la plupart des gouvernements nationaux et même du PNUD, ont tout simplement repris ces notions de pauvreté dénuement matériel.

Un des résultats attendus par ces théories confirme que le revenu est le déterminant principal du niveau des capacités de ménage. A ce titre, il est le facteur le plus discriminant dans la détermination des inégalités des capacités.

Enfin, il convient de garder à l'esprit que l'élaboration d'indicateurs composite d'exclusion au marché du travail, incorporant l'aversion pour l'inégalité entre les sexes, est en mesure d'exprimer non seulement la faible participation de ces dernières au marché du travail, mais également l'inégalité relative selon le genre.

QUELQUES ENTREPRENEURS SOCIAUX ACTUELS

-Dr Verghese Kurien (Inde) : fondateur du projet AMUL Dairy qui a révolutionné l'industrie laitière par la production à la chaise du lait, de petits producteurs, de produits de consommation et de soins de santé

-Muhammad Yunus : qui a obtenu, vendredi 13 octobre 2006, le prix Nobel de la paix pour avoir créé la Grameen Bank, une banque pour les pauvres et détenue par eux

Un entrepreneur social a une motivation différente :

-L'Etat : assure le rôle majeur et planifie tout

-La Banque mondiale : qui n'intervient qu'à l'intermédiaire de l'Etat en fixant les objectifs internationaux.

-Les ONG

-Les organisations internationales : comme le PNUD en collaboration avec les autres organisations, dont leur objectif est de travailler sur des indices : (indicateurs du développement humain (IDH) et l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH))

LISTE DES ABREVIATIONS

CAD : Comité d'Aide au Développement
CCNUCC : Convention Cadre de Nations Unies sur le Changement Climatique
CDI : Cadre de Développement Intègre
CEDAW : Convention sur l' Elimination des formes de Discrimination à l'égard de Femmes
CNUED : Conférence de Nations Unies sur l'Environnement et le Développement **CIPD** :
Conférence International sur la Population et Développement **CSLP** : Cadre Stratégique de
Lute Contre la Pauvreté **DFID** : Département For International Développement **DIAL** :
Développement Insertion Internationale **FIDA** : Fond International pour le Développement
FMI : Fond Monétaire International **GATT** : Accord Général sur les Tarifs Douaniers **IDA** :
International Développement Africa **INED** : Institut National pour l'Education et le
Développement **IPF** : Indicateur de Participation de Femmes **IPH** : Indicateur de la Pauvreté
Humain
ISE : Indicateur Socio-Economique
(MSF) : Médecin sans frontière
OCDE : Organisation de Coopération de Développement Economique
OID : Objectif International de Développement
OMS : Organisation Mondiale de la Sant
ONG : Organisation Non Gouvernementale
(PAM) : Programme alimentaire mondial
PIB : Produit Intérieur Brut
PNP : Produit National Brut
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA : Plan de Travail Annuel
SECALINE : sécurité alimentaire nutritionnelle et infantine
RESEN : Rapport Etat Su Système Educatif National
SIRS : Santé Inégalité et Rupture Sociale
SPSE : Système de Planification et de Suivi Evaluation
UNESCO : United Nations Educational Scientific Cultural Organization **UNICEF** : United
Nations International Children Emergency Fund **VIH** : Virus d'Immuno Déficience
Humaine

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1- Banque Mondiale 1991a. *Gender and poverty in India*, Washington Banque Mondiale.
- 2- 1994a. *Pauvreté et Marché de travail en Afrique Subsaharienne, analyse comparative*, Genève, Institut Internationale d'Etudes Sociales.
- 3- 1996. *les femmes et marché de travail urbain en Afrique Subsaharienne*, Bordeaux, série de recherche 1, centre d'économie de développement, Université Montesquieu Bordeaux.
- 4- Moser, D. 1995. « la Femme et la ville », dans les rapports publié sous la direction de l'OCDE, *les femmes, les distinctions, homme/femme et la politique de développement urbain*, Paris OCDE.
- 5- 1995 *Rapport Mondial sur le développement humain en 1995*, Paris, economica
- 6- Sen, A 1992 *inequality reexamined*, Oxford, Clarindon press
- 7- Banque mondiale 1990 *rapport sur le développement dans le monde: la pauvreté*. En 1999 *rapport sur le développement dans le monde : le développement au seuil du XXIème siècle*. 2000, *rapport sur le développement dans le monde combattre la pauvreté*.
- 8- PNUD 1997 *rapports mondial sur le développement humain*. 1999, *la lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne*. Paris, economica 2000a, *vaincre la pauvreté humaine*. 2000b *rapport mondial sur le développement humain*.
- 9- Père PEDRO Pablo Opeka : *fondateur d'AKAMASOA dans le but d'aider aux populations les plus diminués « dix ans d'action humanitaire à Madagascar »*
- 10- 2001 « *rapport sur le développement dans le monde combattre la pauvreté*, Paris, eska.
- 11- 2000a « *rapport du PNUD sur la pauvreté 2000* », *vaincre la pauvreté humaine*, New York, PNUD.
- 12- *Madagascar Action Plan (MAP) édition 2006*.